

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 418 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires ; en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 418
Oct.-Nov.-Déc. 1992
29^e année

Yougoslavie La mystification de l'humanitarisme impérialiste

Les atrocités commises en Bosnie-Herzégovine ont été amplement répercutées et dénoncées par les moyens d'information, surtout lorsqu'elles étaient perpétrées par les serbes. Les médias ont été beaucoup plus tolérants envers les crimes commis par des troupes relevant des «autorités bosniaques» ou par des «irréguliers» dits «musulmans». Cette indignation à sens unique est tout particulièrement odieuse dans le cas de l'Eglise catholique qui a comparé les camps serbes de prisonniers aux camps d'extermination nazis, et a appelé les pays occidentaux à entrer en guerre contre la Serbie au nom de la lutte contre la barbarie. Chacun sait que lors de la deuxième guerre mondiale l'Eglise s'était bien gardée de dénoncer ni les camps allemands, ni la politique de massacres et d'extermination menée par le régime fasciste croate. Mais l'Eglise catholique a jeté tout son poids derrière le nouvel Etat croate, et donc contre la Serbie.

La grande campagne médiatique des derniers mois avait pour but de préparer le terrain à l'adoption de mesures contraignantes contre la Serbie et à une intervention limitée, derrière le prétexte humanitaire, dans l'ex-Yougoslavie. Dans les circonstances actuelles ce serait en effet un erreur de s'attendre à une attaque militaire occidentale de grand style, dans le genre de l'attaque contre l'Irak. Les experts militaires n'ont cessé de nous expliquer en long et en large que ce serait une opération difficile, coûteuse en hommes et en matériel, qu'il y aurait un risque de s'enliser dans un borborygme, etc. Mais depuis quand les militaires font dépendre leurs guerres des risques de pertes en matériel et en vies humaines? Il est possible et même probable que les difficultés complaisamment décrites soient bien réelles, mais en d'autres circonstances elles auraient été tout simplement passées sous silence, et les mêmes experts nous auraient raconté que les problèmes pouvaient être aisément surmontés et que la victoire était assurée.

C'est que les impérialismes occidentaux estiment n'avoir aujourd'hui aucun intérêt à aller faire la guerre en Yougoslavie pour consolider tel Etat et pour combattre l'Etat serbe (contrairement à ce que s'imaginent certains hurluberlus trotskystes qui voient dans la Serbie le «dernier Etat ouvrier d'Europe»). Le problème pour eux est d'abord

(Suite en page 4)

ANOS LECTEURS
Ce numéro du "prolétaire", qui sort avec retard, couvre la période octobre-novembre-décembre. Le journal reprendra sa périodicité bi-mestrielle lors de sa prochaine livraison, qui sera datée de janvier-février

Face à la crise de l'Europe de Maastricht, préparons la reprise de la lutte de classe !

A quelques semaines de ce qui aurait dû être la ratification triomphante du traité de Maastricht, les difficultés ne cessent de s'amplifier sur la perspective, ne disons pas de l'unification européenne qui n'a jamais été qu'une phrase creuse, mais du resserrement de l'alliance entre les Etats de l'Ouest européen.

C'est le «non» danois qui est d'abord venu gripper le mécanisme bien huilé de la mécanique européenne, avant que la campagne référendaire française montre que des secteurs économiques et

Après une longue campagne, qui selon les «commentateurs» a permis de «réhabiliter» la politique aux yeux des français, et les a fait se diriger en nombre plus grand que prévu vers les isoloirs, les électeurs se sont gravement prononcés sur un accord «historique» pratiquement réduit à néant les jours précédents par la bataille des monnaies. Nos braves partisans du «Non internationaliste» avaient en effet reçu le secours inattendu mais décisif de la finance internationale; les Banques centrales se montrant incapables ou peu désireuses (suivant les cas) de défendre la Livre sterling et la Lire, la Grande-Bretagne et l'Italie devaient quitter en catastrophe le fameux S.M.E. dont le rôle est de fournir une zone de stabilité monétaire en Europe et de faciliter la «convergence» des économies des pays membres, dont Maastricht devait être le couronnement.

Dans cette histoire, c'est une nouvelle fois la farce de la consultation et de l'expression des électeurs qui est mise à nu: qu'est-ce qui est décisif dans la détermination de la politique des «Démocraties», la «volonté

souveraine du peuple» ou les facteurs économiques, les rapports de force entre grands groupes économiques et financiers? La réponse est irréfutable, même s'il faudra encore bien d'autres faits pour désintoxiquer la classe ouvrière de l'opium électoraliste, bien d'autres secousses et catastrophes économiques pour qu'elle s'arrache aux douces mais paralysantes illusions démocratiques. Mais ce qui est démontré, c'est aussi la fausseté de la politique des organisations dites d'«extrême-gauche» ou «ouvrières» qui appellent à lutter sur ce terrain truqué et illusoire en prétendant qu'il permet d'infliger des défaites à la bourgeoisie et d'obtenir des succès pour la classe ouvrière. Quelles que soient les divergences ou les oppositions entre eux, tous ces groupes et partis entretiennent et renforcent les illusions électoralistes, démocratiques, implantées depuis des décennies dans la classe ouvrière. Qu'ils le veuillent ou non, ils contribuent ainsi à détourner la classe du seul terrain fécond, celui de la lutte de classe ouverte.

A peine la poussière de la bataille moné-

politiques non négligeables de l'impérialisme tricolore étaient réticents à ce processus. Selon la logique démocratique et parlementaire, le «oui» au référendum, si écriqué qu'il soit, aurait dû permettre de relancer la machine européenne. Mais entre-temps la «tempête financière» était passée par là, faisant presque voler en éclats le Système Monétaire Européen, ce qui rend sans objet toute perspective à court terme d'unification européenne qui était un peu la clé de voûte des accords de Maastricht.

taire retombée, les divergences entre les économies qui en avaient été la cause réelle, et donc les divergences de la politique des Etats, ainsi que les difficultés internes à chacun d'eux, loin de s'estomper, se sont au contraire manifestées avec de plus en plus d'ampleur. Au moment où nous écri-

(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO

-La signification des émeutes pour la reprise de la lutte de classe
-"Parti des fusillés" et parti des fusilliers, le PCF a toujours été du côté de l'ordre bourgeois !
-Pour mettre les points sur les i ! (fin)
-Le PC chinois sanctionne l'économie de marché
-Nouvelle conquête du socialisme chinois
-Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

LA COLERE DES OUVRIERS ITALIENS

Le vendredi 18 septembre, la protestation ouvrière éclate une fois connue la «manoeuvre économique» du gouvernement qui prévoit une grave détérioration des conditions de vie des travailleurs salariés. Spontanée et coléreuse, contre les mesures d'un gouvernement qui, pour la troisième fois, veut remédier au gouffre de l'endettement public par une grêle de mesures anti-ouvrières... On parlait d'abord de 30, puis de 60, il s'agit aujourd'hui de 90 mille milliards de lires (soit plus de 350 milliards de FF) à prendre directement dans la poche des travailleurs; les services de santé qui faisaient déjà eau de toute part bien que leur note soit salée, vont se dégrader encore; il est affirmé que le purgatoire du travail ne doit jamais se terminer puisque un ouvrier peut être exploité jusqu'à l'âge de 65 ans avant qu'il puisse prendre sa retraite.

Contre ce vol à main armée - puisque c'est à cela que reviennent les mesures

fiscales de la classe dominante- des milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue. De Milan à Sesto San Giovanni, de Florence à la banlieue industrielle de Venise, de Naples à Ancône. Des grèves spontanées, des barrages de routes. A Pomigliano d'Arco, dans la région de Naples, les ouvriers de la Sevel (usine de véhicules commerciaux du groupe FIAT) étaient en train de manifester et «quand ils ont vu des politiciens et syndicalistes se réunir pour discuter de la crise de l'appareil productif et du syndicat, au moment où

eux renonçaient à une partie de leur salaire pour protester contre les mesures gouvernementales, leur colère a éclaté de façon incontrôlable. Sans vouloir entendre raison, ils ont mis en pièces la salle où se tenait la réunion, montrant toute leur rancœur contre ceux qui, a-t-il été dit, n'ont pas su

(Suite en page 2)

PEROU L'arrestation des chefs du Sentier Lumineux ne signifie pas la fin de la subversion (1)

L'arrestation puis la condamnation à la réclusion à perpétuité d'une bonne partie de la direction (12 personnes dont le fameux Abimael Guzman, dit «Président Gonzalo», ainsi que d'autres par la suite) de l'organisation maoïste Sendero Luminoso (en fait elle s'appelle elle-même PC du Pérou; mais pour la distinguer du PC officiel ainsi que des autres organisations maoïstes, l'appellation «Sentier Lumineux» est la plus utilisée et nous suivrons cet usage) a été saluée par le gouvernement péruvien comme une importante victoire contre la «subversion». Cette victoire vient à point pour justifier l'état d'exception auquel le pays est soumis depuis l'«auto-golpe», «l'auto-coup d'Etat» réalisé par le gouvernement au printemps

(Suite en page 6)

LA COLERE DES OUVRIERS ITALIENS

(Suite de la page 1)

s'opposer à cette manoeuvre économique» («Il Mattino», 19/9/92).

Métallurgistes, sidérurgistes, ouvriers de la chimie, les catégories ouvrières traditionnellement les plus combattives ont donné le là, et la protestation ouvrière a retenti partout en Italie, dans les rues, dans les quartiers, dans les usines, dans les sièges syndicaux, dans les cercles de base.

A tel point que les syndicats tricolores n'ont pu tergiverser et ont déclaré, pour répondre à la revendication d'une grève générale nationale, une série de grèves générales régionales du 22 au 29 septembre. Et lors de la première grève du 22 à Florence, le dirigeant de la CGIL (la CGT italienne), le digne Trentin, pris en plein dans la gueule l'expression de la colère ouvrière (jets de boulons et de projectiles divers); Trentin, représentant suprême de l'accord gouvernement-patronat-syndicat du 31 juillet, grâce auquel le gouvernement a eu les mains libres pour réaliser sa manoeuvre fiscale et les patrons pour commencer plus rapidement économiser sur la peau des travailleurs et à restructurer, licencier, déplacer travail d'une usine à l'autre, fermer des établissements et diminuer les emplois; Trentin, représentant suprême de la comédie du repent, qui devant la vague de la protestation ouvrière «ne marche plus» étant donné que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse de stabilité de la lire et de diminution de l'inflation... et qui se met à la tête de l'opposition à l'accord de juillet qu'il a lui-même signé; évidemment pour préparer un accord encore plus catastrophique pour les ouvriers!

En effet, que signifie proposer au gouvernement Amato d'instituer une espèce de «cabinet de guerre» (comme celui qui existait en Grande-Bretagne pendant la guerre) avec pour but d'«établir des rapports absolument exceptionnels avec les forces sociales représentatives, avec les partis d'opposition, avec le syndicat», sinon plonger encore davantage dans la tâche de gérer la crise économique et sociale pour sauver l'économie nationale et les profits des patrons italiens? (cf «La Repubblica», 7/9/92). Ce «cabinet de guerre», cette énième *union sacrée* des bourreaux de la classe ouvrière, a pour objectif de faire partager les mesures gouvernementales pour tanner la peau des ouvriers par les syndicats, non comme une «contrepartie», mais comme *partie intégrante* du groupe dirigeant du pays!

Les boulons lancés par les ouvriers sur les syndicalistes en costard croisé vendus au patronat et à l'Etat, ne sont qu'un échantillon infime de ce qu'ils mériteraient qu'on leur lance. La colère ouvrière, jointe à la crise économique et à la chute du moindre reste de crédibilité de la bande des partis corrompus, fait peur à ces Messieurs. Et le «cabinet de guerre» proposé par Trentin servirait dans les faits avant tout sur le *front intérieur*, pour contrôler, contenir, détourner et réprimer la protestation ouvrière!

Nous attendons après les mesures fiscales anti-ouvrières, des mesures d'ordre public également répressives. Du côté ouvrier, à l'inverse, il ne faut pas se contenter d'exprimer sa colère dans les rues et là où se réalise l'union sacrée des défenseurs de l'économie nation.

La voie à prendre est celle de la défense intransigeante et résolue des conditions de vie ouvrières, en s'organisant à la base contre tout acte, mot d'ordre, proposition, motion, comité ou «lutte», orientés vers la défense de l'économie, de la patrie et du régime d'esclavage salarié. Organisation et lutte de classe, lutte et organisation de classe!

Aux Editions Programme
" Dialogue avec Staline " (64 pages) - 30 FF
" Bilan d'une révolution " (192 pages) - 50 FF

Face à la crise de l'Europe de Maastricht, préparons la reprise de la lutte de classe !

(Suite de la page 1)

vons, la dernière péripétie en date est l'annonce que la Grande-Bretagne n'entamera le processus de ratification des accords de Maastricht qu'au printemps prochain, à la grande colère de ses partenaires. Auparavant il y avait eu la querelle des négociations commerciales du GATT opposant l'Allemagne et la Grande-Bretagne à la France (celle-ci trouvant le renfort de l'Espagne par un chantage à l'arrêt de la lutte contre l'ETA...), la querelle germano-britannique sur le soutien à la Livre, la tension entre l'Allemagne et les autres Etats à propos des taux d'intérêts, sans parler de l'échec de différents programmes de coopération européens, ou les divergences en politique extérieure.

La persistance, si ce n'est l'approfondissement, de la crise économique mondiale, tend à accentuer les rivalités inter-étatiques à mesure que s'aggravent les difficultés économiques et sociales internes à chaque pays. L'Allemagne plonge à son tour dans la récession alors même qu'elle peine à faire face aux coûts de sa réunification; l'Italie est contrainte de se lancer dans une cure d'austérité sans précédent, tandis qu'en Grande-Bretagne la situation économique ne cesse de se dégrader, l'industrie charbonnière étant la dernière touchée. Dans toute l'opulente Europe de l'Ouest, de la Suède à l'Espagne, de la Belgique à la Suisse, de la France à la Grèce, la bourgeoisie fait succéder l'austérité à l'austérité. Au nom de la défense de «l'économie nationale», une nouvelle offensive anti-ouvrière, dont nous ne voyons encore que les premiers signes,

se développe dans tous les pays, au niveau des gouvernements comme au niveau des entreprises: licenciements, baisse des salaires réels, diminution des prestations sociales, augmentation de la productivité et du despotisme d'entreprise. Cette offensive anti-ouvrière s'accompagne nécessairement du développement des tendances politiques anti-prolétariennes et réactionnaires qui existaient déjà depuis longtemps: nationalisme, racisme, corporatismes de toutes sortes, cléricisme, etc., qui prennent des formes naturellement différentes selon les pays, mais qu'il serait inadmissible de confondre avec une réapparition du fascisme; un des dangers de cette offensive bourgeoise est en effet qu'elle réanime une bruyante et confuse opposition petite bourgeoise qui n'a de cesse d'entraîner la classe ouvrière dans les voies sans issue du réformisme et de la défense des formes libérales de la domination capitaliste.

L'attaque bourgeoise ne pouvait pas ne pas provoquer des réactions prolétariennes. En Italie, en Espagne, en Grèce, en Grande-Bretagne notamment, ces réactions ont obligé le collaborationisme syndical à faire semblant d'organiser une riposte, sous peine d'être désavoué par les prolétaires. Grèves limitées, grèves générales localisées, grèves tournantes, marches, manifestations, les bonzes syndicaux se sont employés à canaliser la colère ouvrière vers des actions contrôlables et ne permettant pas à la classe ouvrière de déployer toute sa force. Et dès que la pression est retombée, la bonzerie syndicale a mis de côté ses

«plans de lutte» pour témoigner de sa nature de «partenaire responsable» du patronat et de l'Etat, et de son attachement à la sacrosainte économie nationale.

La conclusion de ces premières escarmouches est que la défense des intérêts prolétariens exige la rupture avec les orientations et la pratique du collaborationisme syndical, le retour aux méthodes et aux orientations classistes, l'organisation indépendante de classe. Cette conclusion n'est en rien nouvelle, puisqu'elle est caractéristique du marxisme. Mais elle redevient de plus en plus actuelle - n'en déplaise à tous ceux qui prétendent le marxisme enterré quelque part dans la steppe russe - dans la mesure où le besoin de se défendre de façon efficace deviendra plus pressant dans les rangs ouvriers. Le terrain véritable sera alors créé, non pas seulement d'une lutte défensive, mais offensive, non pas seulement économique, mais politique, contre le système capitaliste. Et c'est la succession des crises économiques qui constitue peu à peu les **conditions objectives** de cette reprise de la lutte de classe, de l'unification du prolétariat et de ses luttes par dessus les frontières, alors même qu'elle multiplie les dissensions entre les Etats bourgeois.

Il revient aux révolutionnaires marxistes de travailler dès aujourd'hui à en préparer les **conditions subjectives** en oeuvrant à la reconstitution du parti de classe, en liaison étroite avec la classe ouvrière et ses luttes, pour que demain le Parti international reconstitué soit capable de mener le prolétariat au combat et d'assurer sa victoire finale.

La signification des émeutes pour la reprise de la lutte de classe

Nous avons indiqué dans un n° récent de notre journal (n°416, Mai-Juin 1992) l'importance à notre avis des émeutes du printemps à Los Angeles et dans des dizaines d'autres villes américaines. Véritables épisodes de **guerre sociale**, ces émeutes ont démontré que la société capitaliste était toujours traversée d'un profond antagonisme entre les classes et que la démocratie libérale pouvait instantanément céder la place à la **loi martiale**, c'est-à-dire à l'utilisation de tous les moyens de répression, à la violence ouverte, au terrorisme d'Etat, quand les intérêts bourgeois sont menacés. Et cette démonstration n'a pas eu lieu dans un pays «arriéré», «sous-développé» - comme disent les grands moyens de désinformation -, mais dans le plus puissant Etat bourgeois de la planète, au coeur de sa première concentration industrielle et commerciale; elle n'a pas eu lieu à n'importe quel moment, mais précisément au moment où la bourgeoisie s'efforce de faire croire aux prolétaires du monde entier que le marxisme est mort et qu'il n'existe plus d'alternative au mode de production capitaliste après la faillite des pseudo-socialismes de l'Est européen. Prétendument enterré à Moscou, le spectre de la subversion sociale renaît dans la lueur des flammes de Los Angeles, au grand désarroi des idéologues de la bourgeoisie.

Constituant une formidable **leçon de choses** politique, les émeutes américaines ont été aux yeux de millions de prolétaires le démenti le plus criant de l'omni-présente propagande bourgeoise sur la victoire finale, définitive, de son régime; alors que les dirigeants de l'impérialisme américain proclament la disparition du communisme, l'avènement d'un nouvel Ordre Mondial et la fin de l'Histoire, des profondeurs mêmes de la société américaine est venu avec une force bien plus puissante un cri de révolte, un cri de guerre,

le refus de **se résigner** à des conditions de vie intolérables. Nous ne doutons pas que ce cri finisse par rencontrer un écho, par exemple parmi les prolétaires de l'Est européen éblouis par le miroir aux alouettes du paradis occidental. En affaiblissant bon nombre de mythes bourgeois, en faisant la démonstration que les masses exploitées, opprimées, méprisées et écrasées peuvent un jour trouver en elles la force d'oser s'affronter dans tout le pays à l'étouffante toute-puissance de la domination capitaliste, flanquant ainsi une trouille homérique aux bourgeois, ces émeutes **contribuent objectivement** à la reprise du mouvement révolutionnaire prolétarien, en même temps qu'elles constituent l'annonce non équivoque que cette reprise encore lointaine est cependant **plus proche** qu'hier.

La vague d'émeutes de la fin des années soixante était sans doute due aux fortes tensions suscitées dans la société américaine par les contrecoups de la guerre du Vietnam ainsi que par les premiers effets de l'approche de la crise économique; elle s'est cependant déroulée alors que le capitalisme américain (et mondial) était au sommet d'une phase d'expansion économique pluri-décennale. Les revendications immédiates des masses noires des ghettos revenaient à la demande de profiter elles aussi des fruits de cette croissance, notamment par l'élimination des barrières raciales qui les en tenaient à l'écart. C'est pourquoi les éléments issus de la petite-bourgeoisie noire n'eurent pas trop de difficultés à canaliser et diriger le mouvement, étant donné que la bourgeoisie américaine pouvait se permettre d'accorder des miettes petites, mais bien réelles, non seulement à cette petite-bourgeoisie afin de renforcer son rôle de couche-tampon, mais aussi aux masses dans leur ensemble. Trente ans plus tard, les nouvelles émeutes répon-

dent, elles, à la détérioration croissante des conditions de vie et de travail, aux coups assésés par la crise économique au niveau de vie des masses laborieuses. Les revendications de type démocratique ne peuvent plus avoir le poids qu'elles avaient nécessairement autrefois, lorsqu'il s'agissait d'abord d'en finir avec le véritable apartheid dont souffraient les noirs. Les revendications immédiates ont un caractère **social** beaucoup plus marqué (travail, logement, salaire, etc.), ce qui facilite bien plus qu'à l'époque la compréhension de l'identité d'intérêts entre prolétaires de toutes les races et donc la compréhension du besoin d'une lutte commune. Les émeutes, contrairement à ce qu'en ont dit les médias, ont ainsi présenté un caractère racial bien moins prononcé qu'autrefois et elles ont largement débordé les quartiers noirs. Parmi les émeutiers et les manifestants arrêtés à cette occasion, les noirs n'étaient pas les plus nombreux; c'était au contraire les *latinos*, les derniers immigrants venus d'Amérique Latine, les plus nombreux, et l'on y trouvait également des blancs. Il n'est plus possible aujourd'hui de masquer les racines **sociales** des émeutes comme pouvaient le faire dans les années soixante, et la bourgeoisie et les organisations noires, y compris les organisations les plus radicales. Les émeutes, comme tout mouvement social d'importance, par leur existence et par leurs traits caractéristiques, donnent de précieuses indications sur les relations et les mécanismes internes de la société, sur les rapports entre les classes et dans la classe ouvrière elle-même. Mais les émeutes, comme tout mouvement de masse important, donnent également des indications précieuses sur la façon dont réagissent les forces politiques et sociales et permettent donc de tirer des conclusions sur la façon dont elles réagiront à l'avenir, en particulier face au mou-

La signification des émeutes

vement prolétarien renaissant.

Que les bourgeois s'inquiètent des émeutes, craignent leur répétition dans d'autres pays, est évidemment naturel; qu'à leur tour les pacifistes, les curés, les réformistes et tous les pompiers sociaux viscéralement attachés à l'ordre établi, s'en alarment et cherchent les moyens de les éviter, est chose normale.

Mais qu'ils soient rejoints par des gens qui se disent révolutionnaires et marxistes est en apparence pour inattendu. C'est pourtant une attitude courante qui démontre qu'en dépit de leurs discours, ces gens n'ont rien de commun avec le communisme: il y a quelques années à l'occasion d'une vague d'émeutes en Grande-Bretagne, nous avions stigmatisé les trotskystes qui y voyaient avec effroi l'annonce d'une future chute dans la «barbarie» causée par le «hatchérisme» (voir «Le Prol.» n°384); plus récemment, lors d'émeutes en Argentine, les groupes dits d'extrême-gauche s'étaient empressés de condamner les émeutes et les pillages, de préconiser la canalisation de la colère des masses vers l'action «politique et syndicale» afin d'éviter les comportements «anarchiques» (voir dans «Le Prol.» n°403 et 404 la correspondance du groupe argentin «Emancipacion Obrera»).

A propos des émeutes américaines, c'est le CCI («Courant Communiste International») qui illustre cette attitude; dans le n° de septembre de «Révolution Internationale» (1), il s'en prend à ce qu'il appelle notre «inconséquence» et nous fait la leçon: les émeutes ne font pas partie de la lutte prolétarienne; elles représentent même un obstacle à cette lutte et il faut appeler «les ouvriers» à ne pas y participer, mais à s'engager plus sagement dans des grèves, les assemblées générales et les manifestations qui permettent de développer leur «conscience». Le CCI n'autorise à la classe ouvrière, sous peine de perdre sa conscience, que le seul terrain et les seuls moyens de la lutte économique pacifique; sans rejeter ouvertement le recours à la violence, ce qui serait avouer clairement être en dehors du marxisme, il l'exclue pratiquement en ne l'admettant du bout des lèvres que pour l'épisode - aussi bref que possible - de la prise du pouvoir et condamne tout acte de violence antérieur comme du «terrorisme». C'est pourquoi le CCI ne peut voir dans les émeutes que «l'horreur du capitalisme en pleine décomposition» (titre de l'article consacré à ces événements dans «RI» n°213), qui risque de pousser certaines fractions de la classe ouvrière à «la violence aveugle et barbare» (sic!), «au lieu de (...) la lutte contre le système» (ibid.).

D'ailleurs, toujours selon le même article de «RI», ces émeutes ont en fait été «provocées» volontairement par la bourgeoisie pour affaiblir le prolétariat! On croirait entendre les vitupérations du PCF contre les «provocateurs» essayant de faire tomber dans des «pièges» la «grande force tranquille de la classe ouvrière»...

Il serait évidemment tout-à-fait stupide de prendre les émeutes pour ne ce qu'elles ne sont et ne peuvent être: la manifestation du mouvement révolutionnaire prolétarien, tout simplement parce que ce mouvement n'existe pas encore à l'heure actuelle. Prétendre que des explosions de colère spontanées comme ces émeutes risquent de détourner la classe ouvrière de sa véritable lutte de classe anti-capitaliste est au mieux une amère plaisanterie aujourd'hui où celle-ci est encore entièrement engluée dans la collaboration des classes, enchaînée par le réformisme au sort de l'économie capitaliste et sous l'emprise des illusions nationalistes, démocratiques, pacifistes et légalistes. Toute l'importance des émeutes aux yeux des communistes, comme symptôme et indication de l'avenir, est qu'elles constituent une **rupture** de cette collaboration des classes, une **déchirure** des ces illusions qui paralysent le prolétariat, une **brèche** dans la domination bourgeoise et l'emprise réformiste. Bien entendu, il y a encore très loin des émeutes à la révolution, de l'explosion de colère spontanée à la lutte de classe dirigée par le parti révolutionnaire marxiste;

mais il n'est pas possible d'arriver à cette lutte révolutionnaire sans que l'étouffante paix sociale ne soit ébranlée par ces explosions de rage, sans que les opprimés et les exploités, les ouvriers et les chômeurs, ne se sentent poussés à s'affronter violemment à l'ordre établi.

Il est indispensable de garder en mémoire cette banalité pour comprendre combien il est absurde d'imaginer qu'après des décennies de contre-révolution, la reprise de la lutte révolutionnaire puisse arriver d'un coup, d'une façon bien propre et bien ordonnée, au niveau des grandes et pures luttes de classe de la période révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale. Et même à l'époque où existait vraiment un mouvement de classe qui pouvait à bon droit craindre les effets désorganisateur des émeutes et des affrontements prématurés avec l'Etat, Lénine écrivait contre certains «puristes» qui condamnaient l'insurrection irlandaise de 1916: «croire que la révolution sociale soit concevable (...) sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc.; - c'est répudier la révolution sociale. (...) Quiconque attend une révolution sociale «pure» ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une révolution. (...) La révolution socialiste en Europe ne peut être autre chose qu'une explosion de la lutte des masses, de tous ceux qui sont opprimés et mécontents, quels qu'ils soient. Des portions de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y prendront inévitablement part - sans leur participation, la lutte de masses est impossible, aucune révolution n'est possible -; et ces éléments, tout aussi inévitablement, apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital (...)» (2).

Paraphrasant Lénine, nous pourrions dire que croire la reprise de la lutte de classe (car c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui, et pas encore de la révolution) concevable sans explosions sociales mettant en mouvement masses prolétariennes, semi-prolétariennes, et même petites bourgeoises contre l'ordre capitaliste, c'est répudier cette reprise de la lutte de classe; mais pour les «révolutionnaires en paroles», qui, tout comme les médias bourgeois, ne veulent voir dans les émeutes que la «violence aveugle et barbare», le «lumpen-prolétariat», les gangs, le racisme, bref, les «préjugés et les fantaisies réactionnaires» inévitables dans tout profond mouvement de masses, le plus important est de **détourner** la classe ouvrière de la participation à ces émeutes: «il est évident que des fractions de la classe ouvrière participent à ces émeutes, et c'est bien là que réside le danger, celui que les ouvriers soient de plus en plus nombreux à abandonner le terrain de classe (?) pour les pillages et la violence aveugle (!), les explosions raciales ou nationalistes (?), en s'imaginant que ceux-ci sont la seule solution à la misère de leur situation» («RI» n°214).

Si effectivement les ouvriers étaient déjà «nombreux» à se situer sur le «terrain de classe», quitter ce terrain pour se livrer aux pillages serait une régression et un **pas en arrière** dans la lutte anti-capitaliste. Mais le petit problème consiste précisément, n'en déplaise aux révolutionnaires en paroles, en ce que les ouvriers et plus généralement les prolétaires, ne sont qu'en nombre infinitésimal sur le terrain de classe et sont au contraire très «nombreux» sur le **terrain de la collaboration des classes**, ou, pour reprendre les termes de Lénine, que les «ouvriers arriérés», c'est-à-dire arriérés du point de vue politique et de la conscience de classe, constituent à notre époque l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Le fait qu'une partie de cette majorité commence à «désert» ce terrain de la collaboration des classes, ne serait-ce que momentanément, sans avoir une conscience claire de leurs actes, «sans perspective ni projet», est pour les communistes un signe

d'une grande importance: le signe qu'un **pas en avant** vers le «terrain de classe», vers la reprise de la lutte de classe, est en train de s'accomplir. Ce pas en lui-même est encore insuffisant (nous n'avons jamais dit ou écrit que les émeutes constituaient ce terrain de classe); il en faudra encore d'autres pour arriver à la lutte de classe, pour arriver à la «**constitution du prolétariat en classe et donc en parti**» (Marx, «Le Manifeste») - concept qui, soit dit en passant, est selon le CCI une «*exhortation tout à fait fidèle à la tradition bordiguiste*» servant à «*dissimuler (nos) carences de base et (nos) inconséquences*». Si nous reprenons la citation ci-dessus au point où nous l'avons interrompue, Lénine nous dit: « (...) et l'avant-garde consciente de la révolution (c'est-à-dire le Parti-NdIR), le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir (...) ». L'action de l'avant-garde du prolétariat est donc **indispensable** pour surmonter le chaos des explosions de lutte et pour faire servir celles-ci à la lutte prolétarienne: Lénine, qui combat précisément ceux qui dédaignent ces explosions et s'en détournent, reste également fidèle à la tradition marxiste quant au **rôle central du parti** dans la lutte des classes.

Les émeutes de Los Angeles rappellent aussi que nous sommes encore **loin** du niveau de maturation des affrontements sociaux dont parle Lénine (ce qui n'enlève rien à la validité de son raisonnement); nous sommes en train de remonter la pente et ce n'est qu'un premier pas qui a été fait. Mais sans ce premier pas, les pas suivants ne pourraient pas être accomplis. Dans «Le Manifeste» Marx et Engels retracent le chemin difficile de la lutte de classe: elle va des premiers chocs entre ouvriers et bourgeois à la formation de syndicats, puis d'organisations permanentes; «ça et là la lutte éclate en émeutes», avant que la classe ouvrière puisse arriver à cette constitution du parti qui marque réellement l'existence de la lutte de classe au plein sens du mot. Lénine reprendra plus tard cette même périodisation pour le mouvement ouvrier en Russie, montrant comment le prolétariat est passé par le stade des émeutes avant de pouvoir aller plus loin (3). Bien qu'il serait excessif de le plaquer directement à la situation actuelle, américaine et internationale, ce schéma est cependant utile pour faire comprendre que les émeutes qui viennent d'avoir lieu ont elles aussi leur place dans le processus de reprise de la lutte prolétarienne à partir de l'abîme où l'a fait dégringoler la contre-révolution.

À l'exemple de Marx et de Lénine, nous ne crions pas à la barbarie à propos des émeutes, nous ne voyons pas dans «le processus de décomposition de la classe dominante, de la vieille société tout entière» («Le Manifeste») un «danger de contamination» pour la classe ouvrière risquant «d'exercer une pression vers la dissolution et la décomposition du prolétariat et, partant, d'affaiblir ou même de remettre en cause sa capacité à réaliser sa tâche historique de renversement du capitalisme» («RI» n°213) - ce qui est déjà une **capitulation** devant tous ceux qui affirment que la classe ouvrière n'est plus une classe révolutionnaire. Nous nous efforçons d'analyser et d'évaluer la portée de ces événements afin d'évaluer les modalités et les rythmes de la reprise de la lutte prolétarienne, et nous n'y trouvons pas des motifs d'inquiétude ou de désespoir. Nous y voyons au contraire l'affaiblissement des liens qui paralysent la classe ouvrière depuis trop longtemps; nous constatons que se créent les conditions matérielles de sa **décontamination** de l'idéologie, de la praxis et des traditions bourgeoises à mesure que la classe capitaliste rencontre des difficultés croissantes à faire régner son ordre.

L'aggravation des contradictions internes à la société bourgeoise, l'usure des amortisseurs sociaux et de tous les facteurs de maintien de la paix sociale et ce, non plus dans des pays périphériques, mais dans le principal Etat capitaliste, voilà ce qu'ont montré les émeutes des Etats Unis et qu'il faut mettre en relief si l'on veut repérer les

lignes de tendance de l'évolution de la crise de la société bourgeoise. L'offensive capitaliste contre les conditions de vie et de travail des masses laborieuses américaines qui peut se lire dans la froideur des statistiques officielles sur le chômage, le taux de pauvreté ou le ralentissement des hausses nominales des salaires (camouflant leur baisse réelle), a fini par entraîner les flambées de révolte de Los Angeles et autres villes; l'étincelle de la révolte se propagera inévitablement demain à toute la classe ouvrière, de même qu'il y a trente ans elle s'était propagée depuis les émeutes des ghettos jusqu'aux usines de la General Motors.

Lorsque, poussée par la dégradation de toutes ses conditions d'existence, elle aura trouvé le chemin de la lutte anticapitaliste ouverte, la classe ouvrière américaine devra, pour vaincre, faire détonner contre le système bourgeois toutes les formidables charges explosives qu'il a accumulées et qu'il accumule en son sein, et non s'en détourner avec crainte. Cela posera sans aucun doute au parti révolutionnaire des problèmes politiques et tactiques délicats à résoudre. Il serait absurde aujourd'hui de vouloir y apporter un début de réponse sur l'orientation politico-tactique la plus correcte pour passer des émeutes à la révolution; mais pour satisfaire le CCI qui nous reproche de ne pas nous «prononcer en toute clarté» sur «l'attitude que doivent avoir les révolutionnaires face aux émeutes» au point que «les ouvriers ne sauront pas si le PCI les appelle ou non à participer aux émeutes» (sic! - Le CCI n'a pas peur du ridicule), nous répondrons que tout révolutionnaire digne de ce nom doit être inconditionnellement du côté des émeutiers contre l'Etat bourgeois, comme ils doit l'être à l'occasion de chaque lutte prolétarienne. Cela n'implique pas absolument pas de tomber dans le suivisme par rapport au mouvement, que ce soit dans le cas d'une émeute ou dans le cas d'une lutte ouvrière, mais exige au contraire d'y défendre les positions révolutionnaires de classe, s'il le faut à contre-courant, en attendant de pouvoir orienter le mouvement, comme dit Lénine. Seul un groupe aussi spontanéiste et imbu de la magie du verbe que le CCI peut s'imaginer que toute la question de l'intervention des communistes dans les luttes se résume à des exhortations consistant à «appeler les ouvriers», que ce soit à participer à des émeutes ou à «entrer en lutte massivement» (rengaine traditionnelle du CCI). Seul un groupe aussi frappé d'économisme et de pacifisme peut estimer qu'il est plus nocif pour les prolétaires de participer à une émeute qu'à une action ou une manifestation dirigée par les organisations de la collaboration des classes.

Les flammes des émeutes de Los Angeles annoncent donc bien à notre avis le futur incendie prolétarien et éclairent le chemin de la lente reprise de la lutte prolétarienne; mais elles jettent aussi une vive lueur sur les orientations de certains groupes politiques comme le CCI qui font la démonstration non seulement qu'ils ne comprennent pas la dynamique

(Suite en page 4)

" Il comunista " No 33 / Settembre 1992

-Marxismo ed eco-socialismo su fronti antagonisti di classi avverse - E i porci dei padroni piangono...

- Riemerge la rabbia operaia contro la rapina a mano armata chiamata manovra economica - La contrattazione aziendale non è una storia finita! - Le convulsioni economiche del capitalismo - L'imperialismo francese gendarme d'Algeria: dopo l'assassino di Boudiaf - Lotte operaie nel mondo - Sul filo del tempo. Raddrizzare le gambe ai cani - Controtesi e tesi storiche - Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito (Circolare del 9-10-74) - Materiali sul bilancio delle crisi interne del partito (Circolare del 26 marzo 1976) - Il nuovo "programma comunista" ha qualcosa da nascondere ...

La signification des émeutes

(Suite de la page 3)

réelle de la remontée de la lutte de classe, faite d'explosions et de reculs; mais aussi qu'ils se mettent objectivement en travers de cette remontée en tournant le dos aux tâches qui reviennent aux militants communistes pour faciliter et accélérer autant qu'il est possible ce processus en travaillant à la constitution du parti de classe international. C'est un thème sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

(1) «Les inconséquences dangereuses au sein du camp révolutionnaire sur la question des émeutes», «R.I.» n° 215, sept.92. Dans une note infrapaginale, «RI» présente ainsi la «tradition bordiguiste»: «*Cette tradition (...) fait de larges concessions à certaines formes de l'idéologie bourgeoise dont le tiers-mondisme, qui accorde des vertus révolutionnaires non au prolétariat mais «à toutes les masses opprimées» (notamment dans les pays sous-développés), au culte de la violence en soi, et se caractérise par une vision quasi-mythique du parti de classe, surgissant indépendamment de l'activité des masses ouvrières (...)*». Il est difficile de distinguer ici ce qui relève de la calomnie et ce qui relève de la simple bêtise. Nous rappelons pour le lecteur novice que nous avons lutté contre le tiers-mondisme bien avant que naisse le CCI - mais aussi contre l'indifférentisme envers les luttes anti-coloniales, selon la tradition communiste -, que nous n'avons jamais sacrifié à aucun culte, ni à celui de la «violence en soi» (mythe du bordiguiste «au couteau entre les dents?»), ni encore moins à celui de l'anti-terrorisme et de la lutte pacifique; que nous avons toujours combattu les «constructeurs» de parti qui comme les trotskystes imaginent pouvoir «construire» le parti par la seule volonté ou leurs astuces tactiques indépendamment de la classe ouvrière, et affirmé qu'«on ne crée pas les partis ni les révolutions, mais on les dirige»; autrement dit que «la restauration de l'organisation révolutionnaire» n'est possible qu'«en liaison avec la classe ouvrière» (cf «Ce qui distingue notre parti», en première page du journal), tout en défendant la conception marxiste et léniniste du parti, organe irremplaçable de la classe ouvrière, qui ne peut se constituer par la fusion ecclésiastique de courants divers, ni faire découler son programme et son orientation des suggestions changeantes de l'actualité. Sur ces points comme sur tous les autres, la «tradition bordiguiste» est en parfaite concordance avec les principes fondamentaux du communisme révolutionnaire, alors que la «tradition dite «ultra-gauche» (mais en fait «fausse gauche», selon Lénine), dont le CCI n'est qu'un avatar dégénéré, s'en écarte radicalement

(2) Lénine, O.C., tome 22, p.383.

(3) voir le projet de programme du parti social-démocrate et son commentaire, O.C., tome 2.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 5e liste 1992

Montpellier: 500,00. Roger: 200,00. Aix en Provence: 150,00. Marc: 150,00. A.B.: 300,00. Grenoble: 225,00.

TOTAL LISTE: 1525,00F

TOTAL GENERAL: 8078,00 F

"El programa comunista" No 42 / Septiembre 1992

-En el este: detrás la omnipresente reivindicación de la democracia, madura a pesar de todo la reanudación de la lucha de clase -Siguiendo el hilo del tiempo: Iglesia y fe, individuo y razón, clase y teoría

-¿Que significa hacer el balance de las crisis del partido? (segunda parte)

-Una nueva publicación del partido en francés: "Bilan d'une révolution"

Yougoslavie

La mystification de l'humanitarisme impérialiste

(Suite de la page 1)

d'éviter que les affrontements ne s'étendent au delà des frontières de l'ex-Yougoslavie, vers une Europe centrale à la recherche anxieuse de son équilibre, ou vers les autres Etats balkaniques travaillés d'irrépressibles contradictions internes. Ce risque de contagion n'est pas une vue de l'esprit, même si ce n'est pas un danger immédiat: des incidents ont déjà eu lieu entre la Serbie et la Hongrie soucieuse de «protéger» la minorité hongroise de Voïvodine; la Grèce s'oppose à l'indépendance de la Macédoine alors que la Bulgarie se pose en protecteur de celle-ci, etc. Dans tous ces pays la bourgeoisie joue consciemment la carte nationaliste pour faire diversion aux tensions sociales; l'exemple le plus frappant est peut-être la Grèce, où pratiquement tout l'éventail politique, démocrates et forces «de gauche» au premier rang, a participé aux mobilisations patriotiques anti-macédoniennes (la petite et invivable république de Macédoine est accusée de visées territoriales sur la Macédoine grecque!).

Le problème est ensuite pour les impérialismes occidentaux d'éviter dans la mesure du possible l'émergence sur les ruines de la Yougoslavie d'un Etat trop puissant pour ses fragiles voisins - la nouvelle Serbie. C'est pourquoi après avoir donné leur aval à la désintégration de la Yougoslavie au nom de «l'autodétermination des peuples», ils ont refusé que ce même principe s'applique à l'intérieur des nouvelles Républiques, au nom du principe de «l'inviolabilité des frontières internationales» (il est bien connu que les principes bourgeois ont la particularité d'être suffisamment élastiques pour toujours épouser les intérêts de la classe dominante). Après avoir soutenu tout au long de la «guerre froide» l'Etat yougoslave, l'impérialisme occidental, et principalement européen, se mit à faire pression sur lui pour qu'il se «démocratise» lorsque le camp soviétique disparut, ce qui signifiait ouverture plus grande au capital occidental et liquidation des «rigidités structurelles» qui y faisaient obstacle.

Il est clair que les gouvernements occidentaux voulaient maintenir l'unité du pays pour des raisons de stabilité de la région; il est non moins clair que des forces puissantes au sein des Etats occidentaux poussaient à un accroissement de leurs zones d'influence, ce qui conduisait inévitablement à un «repartage», donc à un démembrement du fragile Etat yougoslave, et qu'ils ont contraint les gouvernements à soutenir finalement l'éclatement du pays et assumer le rôle de parrains des nouveaux petits Etats; il n'est qu'à prendre l'exemple de l'Allemagne où le gouvernement Kohl soutenait

d'abord l'unité yougoslave, avant de changer de politique sous la pression, comme on dit, de «l'opinion publique», telle qu'elle est fabriquée par les grands groupes de presse: la politique des Etats bourgeois est toujours au service des intérêts économiques dominants.

La politique des gouvernements européens consiste à essayer, non de résoudre, mais de gérer la «crise yougoslave» de façon d'abord à ce qu'elle ne dégénère pas dans une opposition ouverte entre l'Allemagne et ses alliés (les intérêts en jeu dans l'ex-Yougoslavie ne sont pas pour eux importants au point de valoir le risque de mettre en péril l'alliance européenne); ensuite de «limiter» le conflit (de le «circonscrire» comme on disait autrefois lors des guerres balkaniques) au seul territoire yougoslave, puis, lorsqu'il est apparu que les autorités bosniaques perdaient du terrain face aux serbes, d'accentuer la pression sur la Serbie en instituant contre elle l'embargo, ce qui est déjà une mesure militaire, et de faire appel aux casques bleus.

Au stade actuel des choses l'intervention de l'ONU ne vise qu'à maintenir la situation en l'état, c'est-à-dire à prévenir un effondrement des autorités bosniaques; celles-ci ont fait leur possible pour susciter et accentuer l'intervention de l'ONU, y compris en se livrant à des attaques «incontrôlées» contre les casques bleus ou en abattant un avion humanitaire; et les européens ont réagi à ces provocations, non en dénonçant leurs auteurs (officiellement ils restent «inconnus...»), mais en renforçant leur présence militaire sous drapeau de l'ONU. Cependant ils ont fait la sourde oreille aux demandes des bosniaques de les aider à combattre les serbes et même de leur permettre de se procurer de l'armement lourd: l'humanitarisme européen et onusien consiste non à se battre à la place ou aux côtés des combattants, mais à les laisser s'entretenir le temps qu'il faudra, pour, lorsque les différentes parties seront à bout de force, leur imposer le plan de paix qu'elles refusent toutes aujourd'hui, mais qui a été concocté dans les chancelleries pour satisfaire au mieux les intérêts impérialistes. Les présences militaires des anglais, des canadiens, des espagnols, des français (les militaires français sont très fiers d'annoncer qu'ils représentent le plus gros contingent, avec notamment un bataillon sous le drapeau national et non onusien) ou autres, s'explique par le fait qu'il s'agit d'un gage pour que leurs intérêts réciproques soient bien pris en compte au moment du règlement de la question.

L'humanitarisme impérialiste ne résoud aucun problème (le gouvernement français si empressé pour raison humanitaire d'en-

voyer en Bosnie-herzégovine des milliers de soldats, n'a accepté de laisser entrer en France que... 300 réfugiés, alors qu'ils sont des milliers dans des camps à attendre, au péril de leur vie selon la Croix-Rouge, qu'un pays leur accorde un refuge); mais il revient en l'occurrence à laisser pourrir la situation, donc finalement à aggraver les souffrances des populations. Il est un alibi commode non seulement pour camoufler les responsabilités des différents Etats bourgeois dans le drame yougoslave, mais pour soutenir les interventions militaires: dans le cas yougoslave il a par exemple donné le coup d'envoi à une réforme de la constitution allemande pour permettre l'envoi de soldats hors des frontières, et il a été utilisé dans le même but au Japon dans le cas du Cambodge. Les campagnes humanitaires sont donc des campagnes de soutien à l'impérialisme et elles doivent être combattues à ce titre par les prolétaires conscients. Les populations de l'ex-Yougoslavie n'ont pas besoin de la compassion et de la charité émue des populations occidentales - et encore moins de l'humanitarisme blindé des gangsters impérialistes. Elles ont besoin avant tout que renaisse la lutte anti-impérialiste, la lutte anti-capitaliste révolutionnaire, au sein des grands Etats bourgeois, pour que se desserre la pression impérialiste qui attise tous les conflits et toutes les rivalités bourgeoises.

Elles ont besoin qu'y renaisse la lutte prolétarienne indépendante pour que les prolétaires ex-yougoslaves puissent comprendre que la seule guerre qui vaille est la guerre de classe, unissant les prolétaires par dessus les frontières d'Etats, de race ou de religion, contre tous les Etats bourgeois. Elles ont besoin que renaisse la lutte pour le communisme véritable afin de se rendre compte qu'il existe une alternative au faux socialisme qu'elles ont connu, au capitalisme à visage découvert qu'elles vivent, au nationalisme qui les fait se déchirer et périr aujourd'hui.

Et les prolétaires d'Occident aussi ont besoin de comprendre cela, car c'est leur futur qu'ils peuvent contempler dans le miroir yougoslave, le futur de misères, de destructions et de guerres que nous réserve inévitablement le capitalisme si la révolution prolétarienne n'y met pas fin, si le prolétariat n'arrive pas à prendre conscience de la nécessité impérieuse de rompre la mortelle union entre les classes (qu'elle soit lubrifiée par la démocratie ou le nationalisme), et à retrouver sa force révolutionnaire irrésistible en se réorganisant autour de son programme, de ses méthodes, de ses organisations, et de son parti de classe. Voilà à quoi doivent travailler les militants communistes qui savent l'importance des enjeux: la Yougoslavie, c'est le Monde!

«PARTI DES FUSILLES» ET PARTI DE FUSILLEURS, LE PCF A TOUJOURS ETE DU COTE DE L'ORDRE BOURGEOIS

Commentant les «révélations» sur le massacre de Katyn de milliers d'officiers polonais par les forces de répression stalinienne, «L'Humanité» du 16 octobre y voit une «perversion du socialisme», et elle ajoute que le PCF, lui, a toujours «été du côté des fusillés», et pas des fusilleurs. «L'Humanité» voudrait-elle faire croire que le PCF a combattu ce qu'on appelle le «stalinisme», ou au moins qu'il ignorait tout de ce qui se passait dans la soi-disant «patrie du socialisme»? Après avoir été «purgé» et «bolchévisé» au milieu des années vingt, le PCF, issu d'un PS qui était réputé comme le plus pourri des partis adhérents de la IIe

Internationale, ne devint pas pour autant un véritable parti communiste; sa nature fondamentalement opportuniste se manifesta avec toujours plus de force à mesure que dégénérait la IIIe Internationale, ne serait-ce que dans sa lutte farouche contre les opposants communistes, jusqu'à ce qu'au début des années trente, avec le tournant du stalinisme vers les fronts anti-fascistes, il renonce définitivement à être autre chose qu'un parti national et défenseur du système démocratique bourgeois. Solidaire de la chasse aux révolutionnaires et de la répression effrénée en URSS, «L'Humanité» reprenait approbativement la fameuse exclamation lancée par

les procureurs lors des procès de Moscou contre les anciens dirigeants de la révolution d'Octobre: «Qu'on fusille ces chiens enragés!». Le seul crime des accusés était qu'ils représentaient, en dépit de leur capitulation politique, une menace potentielle pour un régime -en rien socialiste- contraint de recourir aux formes les plus brutales du terrorisme d'Etat pour développer le capitalisme à marches forcées et s'assurer de la docilité d'une classe ouvrière qui, 15 ans auparavant, avait eu la force de faire la révolution, de prendre le pouvoir et de le maintenir au prix d'une exténuante guerre civile.

«PARTI DES FUSILLES» ...

Sur le plan intérieur, avec son entrée dans l'alliance de Front Populaire avec le PS et le Parti Radical, le PCF annonçait avec éclat, s'il en était encore besoin, qu'il était bien devenu un parti **contre-révolutionnaire**; la démonstration pratique fut fournie quelques mois plus tard lorsqu'il réussit à canaliser et à faire avorter la puissante vague de grèves de mai-juin 1936 (le fameux «il faut savoir terminer une grève!» de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF), et qu'il accepta sans sourciller la fusillade de grévistes indochinois (23 morts, une cinquantaine de blessés en juillet 36). Pour ne pas être **du côté des fusilleurs**, il aurait fallu qu'il revienne au communisme, qu'il rompe avec le Front Populaire, la «défense nationale», c'est-à-dire avec le soutien à l'impérialisme français.

Après la seconde guerre mondiale, le PCF se décerna le titre de «parti des fusillés», en raison du nombre de ses militants tués par les troupes allemandes. Mais les militants et sympathisants du PCF qui tombèrent pendant la guerre ne moururent pas pour le prolétariat, pour la révolution, pour le bien des exploités. Ils tombèrent «pour la France», enrôlés par le PCF dans la boucherie mondiale au service d'un impérialisme contre d'autres; c'est la raison pour laquelle à la fin du conflit la bourgeoisie française invita un si fidèle serviteur à participer au gouvernement de la «Libération». Et le «parti des fusillés» ne connut aucune hésitation à faire

«retrousser ses manches» à la classe ouvrière pour reconstruire le capitalisme français (le fameux «la grève est l'arme des trusts» de Maurice Thorez, le «premier stalinien de France») et à approuver la féroce répression et les fusillades contre les insurgés algériens des Aurès en 1945; le CC du PCF estimait que: «il faut châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute» («L'Humanité», 15/5/45). Le gouvernement d'Union nationale (PCF-SFIO-MRP) envoya l'armée «poursuivre l'action patriotique de nettoyage». Cette répression patriotique fit plusieurs milliers de victimes (le chiffre de 45.000 morts est le plus courant); en Algérie même, des militants et responsables du PC se firent remarquer au premier rang de milices qui massacrèrent des centaines d'algériens dans des actions de représailles.

De la même façon, l'insurrection au Viet Nam fut d'abord dénoncée comme un «complot» par «L'Humanité» (22-23/12/45), après que les députés du PC aient voté au Parlement une «motion de sympathie» aux troupes coloniales françaises d'Indochine, dans lesquelles il incitait les anciens résistants à s'engager. En 1947, l'insurrection de Madagascar fut réprimée de la plus atroce façon (insurgés brûlés vifs, jetés d'avion, etc.) sans que le PCF, qui ne songeait pas le moins du monde à se retirer de ce Gouvernement de fusilleurs, ne fasse plus que dénoncer... les «manoeuvres anglaises» pour appeler à la

révolte et regretter les «excès» de la répression. Le nombre des victimes a été estimé à 85.000 morts...

En plus de ces Katyn démocratiques (auxquels il faudrait ajouter le bombardement de Damas et la répression des émeutes libanaises par le Gouvernement d'Union Nationale), dans lesquels sa responsabilité est directement engagée, en plus de sa participation à l'enrôlement, sous le nom de «Résistance», des travailleurs dans la guerre impérialiste mondiale, en plus de sa solidarité sans faille avec la sanglante contre-révolution stalinienne, il est bon de rappeler le soutien empressé du PCF à la répression des émeutes ouvrières de Berlin-Est, à la répression des mouvements en Pologne et en Hongrie (1956), à la répression des émeutes et grèves ouvrières de Pologne, etc., etc.

Il ne s'agit pas de quelques «déviation» ou «perversions» d'un parti quand même prolétarien; il ne peut pas être question d'«ignorance» ou d'«aveuglement». Le PCF a **du sang sur les mains**, du sang qu'il ne pourra jamais effacer: le sang d'exploités, de prolétaires, de révolutionnaires, qu'il a fait massacrer, qu'il a envoyé à la mort ou dont il a approuvé en toute connaissance de cause le massacre. Parti «national», il est responsable comme les autres forces de l'échiquier politique bourgeois, des crimes du capitalisme français; parti réformiste, contre-révolutionnaire, il est responsable comme les autres agences de la contre-révo-

lution mondiale, dite stalinienne, des souffrances qu'ont infligées à l'humanité toute entière des décennies supplémentaires de survie du capitalisme. Comme ses collègues de tous les pays, le PCF n'a jamais hésité à appeler les travailleurs à verser le sang et à se sacrifier pour le capitalisme et l'Etat bourgeois, dans la guerre comme dans la paix; s'il a soutenu les fusillades contre les adversaires de l'impérialisme français, il a par contre toujours condamné avec la dernière vigueur les moindres velléités à tourner les fusils contre les exploités bourgeois et il s'est employé à enseigner à la classe ouvrière le plus abject pacifisme dans la **guerre sociale**, la condamnant ainsi à l'impuissance.

La réparation de ces véritables **crimes contre l'Humanité**, dont la connaissance ne dépend pas de révélations issues d'un Kremlin, ne pourra pas venir d'un quelconque tribunal de Nuremberg (qui a jugé les crimes de l'impérialisme allemand à la seule fin d'absoudre les crimes des impérialismes alliés), ou de l'initiative d'une quelconque ONU, cette moderne caverne de brigands.

Elle ne viendra que de la révolution communiste mondiale qui, sans reculer devant l'emploi des fusils et de la terreur, mais cette fois-ci au service des exploités, pourra enfin exécuter la sentence capitale prononcée depuis longtemps contre la civilisation des massacres et des fusillades, le capitalisme, et contre tous ses partis de fusilleurs, fusillés et pacifistes.

Textes du Parti Communiste International Pour mettre les points sur les i ! (fin)

La première partie de cet article est parue dans le numéro précédent du "prolétaire"

CONTRE-THESE ET THESES ECONOMIQUES

Contre-thèse 1

Le cycle de l'économie capitaliste tend à baisser toujours plus le niveau de vie des travailleurs, auxquels il ne reste que juste ce qu'il faut pour vivre.

Thèse 1

La doctrine de la concentration de la richesse en unités toujours plus grandes en volume et toujours plus réduites en nombre reste toujours valable; mais la théorie de la misère croissante ne signifie pas que le système capitaliste de production n'a pas énormément augmenté la production de bien de consommation en cercle fermé et en augmentant progressivement la satisfaction des besoins pour toutes les classes. La théorie marxiste signifie qu'en faisant cela l'anarchie de la production bourgeoise gaspille les neuf dixièmes de ces énergies centuplées, exproprie impitoyablement tous les petits détenteurs de réserves de biens de consommation, et augmente donc énormément le nombre de **sans réserves** qui consomment au jour le jour leur salaire; si bien que la majorité de l'humanité est sans défense contre ces phénomènes inhérents au capitalisme que sont les crises économiques et sociales et les épouvantables destructions des guerres, sans défense contre la politique capitaliste, prévue depuis plus d'un siècle, de dictature de classe exaspérée.

Contre-thèse 2

Le capitalisme est dépassé lorsqu'on réussit à attribuer au travailleur la part de plus-value qui lui a été extorquée (produit intégral du travail).

Thèse 2

Le capitalisme est dépassé quand on rend à la collectivité laborieuse non la part du profit sur les dix pour cent consommés, mais les quatre-vingt dix pour cent dilapidés par l'anarchie économique. Cela ne se fait pas par une comptabilité différente des valeurs échangées, mais en supprimant le caractère de marchandises aux biens de consommation, en abolissant le salaire en argent et en organisant centralement l'activité productive générale.

Contre-thèse 3

Le capitalisme est dépassé lorsqu'on a une économie où les groupes de producteurs ont le contrôle et la gestion de chaque entreprise et où celles-ci traitent librement entre elles.

Thèse 3

Un système d'échange mercantile entre entreprises libres et autonomes, tel qu'il peut être prôné par les coopératives, syndicalistes, libertaires, n'a aucune possibilité historique et aucun caractère socialiste. Il est même rétrograde par rapport à de nombreux secteurs déjà organisés à l'échelle générale à l'époque bourgeoise comme le réclament les développements de la technique et la complexité de la vie sociale. Socialisme, ou communisme, veut dire que toute la société constitue l'association unique des producteurs et des consommateurs. Tout système d'entreprise perpétue le despotisme interne d'usine et l'anarchie dans la dépense adéquate de la force de travail, qui aujourd'hui est au moins dix fois plus grande que ce qui est nécessaire.

Contre-thèse 4

La direction de l'économie par l'Etat, la gestion des entreprises par l'Etat n'est pas du socialisme, mais elle modifie le caractère du capitalisme tel qu'il a été étudié par Marx; elle modifie donc la perspective de sa chute en déterminant une troisième force inattendue de **post-capitalisme**.

Thèse 4

La neutralité de l'Etat n'a jamais été qu'une revendication des bourgeois contre l'Etat féodal. Le marxisme a démontré que l'Etat moderne ne représente pas toute la société, mais seulement la classe dominante capitaliste; que l'Etat est une force économique aux mains du capital et de la classe capitaliste. Le dirigisme et le capitalisme d'Etat sont encore des formes de la soumission de l'Etat politique à l'entreprise capitaliste. Ils tracent le contour de l'antagonisme final prévu entre les classes exaspérées, qui n'est pas un heurt de nombre statistiques, mais de forces physiques; le prolétariat organisé en parti révolutionnaire contre l'Etat constitué.

Contre-thèse 5

Etant donné le caractère inattendu de la forme actuelle de l'économie, si le marxisme veut rester valable, il doit chercher une troisième classe qui accède au pouvoir après la

bourgeoisie (groupe humain aujourd'hui disparu des détenteurs de capitaux), et qui n'est pas le prolétariat. Cette classe qui gouverne et jouit de privilèges en Russie, est la **bureaucratie**. En Amérique, c'est la classe des **managers**, c'est-à-dire des dirigeants techniques et administratifs des entreprises.

Thèse 5

Tout régime de classe a eu sa bureaucratie administrative, judiciaire, religieuse, militaire. L'ensemble de cette bureaucratie est un instrument de la classe au pouvoir, mais ses composants ne constituent pas une classe, car une classe est l'ensemble de ceux qui ont des rapports identiques avec les moyens de production et de consommation. La classe des propriétaires d'esclaves avait déjà commencé à se désagréger, ne pouvant plus nourrir ses propres esclaves (**Le Manifeste**) alors que la bureaucratie impériale régnait encore, luttait contre la révolution anti-esclavagiste et la réprimait féroce. Les aristocrates avaient connu depuis longtemps la misère et la guillotine, que les structures militaires et cléricales de l'Etat luttait encore pour l'Ancien Régime. On ne peut définir la bureaucratie en Russie sans une coupure arbitraire entre les gros bonnets et le reste: dans le capitalisme d'Etat, tous sont des bureaucrates. Cette prétendue bureaucratie russe, comme de son côté la managerial class américaine, ne sont que des instruments sans vie ni histoire propres, au service du capital mondial contre la classe laborieuse. Les termes vers lesquels tend l'antagonisme de classe correspondent à la perspective marxiste des faits économiques, sociaux et politiques, et à aucune autre perspective précédente; encore moins à de nouvelles élaborations, fruit de la ténébreuse atmosphère actuelle.

CONTRE-THESE ET THESES «PHILOSOPHIQUES»

Contre-thèse 1

Puisque les intérêts économiques déterminent les opinions de chacun, dans la société actuelle le parti bourgeois représente l'intérêt capitaliste, et le parti composé d'ouvriers représente le socialisme. Tous les problèmes se résolvent donc au moyen d'une consultation, non de tous les citoyens - mensonge démocratique bourgeois - mais de tous les

travailleurs, dont les intérêts sont les mêmes et dont la majorité voit bien son avenir général.

Thèse 1

A toutes les époques, les opinions dominantes, la culture, l'art, la religion, la philosophie, sont déterminés par la situation des hommes par rapport à l'économie productive et par les rapports sociaux qui en découlent. A chaque époque donc, et tout particulièrement à son apogée et au centre de son cycle historique, tous les individus tendent à des opinions qui non seulement ne proviennent pas de vérités éternelles ou des leurs de l'esprit, mais qui sont étrangères à l'intérêt même de l'individu, de la catégorie ou de la classe, parce qu'elles sont en grande partie modelées sur les intérêts de la classe dominante et des institutions qui conviennent à celle-ci.

Ce n'est après qu'un long et pénible conflit d'intérêts et de besoins, après de longues luttes physiques provoquées par les conflits de classe, que se forme une nouvelle opinion et une doctrine propre à la classe opprimée, qui attaque les défenses idéologiques de l'ordre établi et annonce sa destruction violente. Même longtemps après la victoire physique, prélude à un long travail de démantèlement des influences et des mensonges traditionnels, seule une minorité de la classe en question est capable de se tenir solidement sur la voie du nouveau cours historique.

Contre-thèse 2

L'intérêt de classe détermine la conscience de classe, et la conscience détermine l'action révolutionnaire. On entend par renversement de la praxis l'opposition entre la doctrine bourgeoise selon laquelle chaque citoyen doit se former une opinion politique pour des raisons idéales ou culturelles et agir en suivant cette opinion même contre ses intérêts de groupe, et la doctrine marxiste pour qui ce sont les intérêts de groupe et de classe qui dictent l'opinion personnelle de chacun.

Thèse 2

Le renversement de la praxis selon la vision correcte du déterminisme marxiste signifie ceci: chaque individu agit selon des

(Suite en page 8)

NOUVELLE CONQUETE DU SOCIALISME CHINOIS

Plus de 40 ans après la prise du pouvoir par les armées de Mao et l'instauration de la «Démocratie nouvelle» puis, inopinément, du «socialisme», la Chine vient de réaliser une nouvelle conquête, malheureusement passée inaperçue dans l'opinion internationale: ce printemps le Parlement chinois a adopté une loi reconnaissant l'égalité de l'homme et de la femme, au travail et à la maison. Certains pourront s'étonner de la hardiesse des législateurs qui n'ont attendu que presque un demi-siècle pour se pencher sur le problème des discriminations envers les femmes: probablement ont-ils jugé dans leur grande sagesse que le «socialisme» en Chine était suffisamment développé pour qu'il puisse aborder l'étape de la réduction progressive des inégalités... Ils ne se font cependant pas d'illusion sur le résultat de leur initiative. Dans une déclaration à l'Agence de presse «Chine Nouvelle» un porte-parole de l'Assemblée Populaire Nationale, Zou Yu, affirme: «La Chine a encore un long chemin à parcourir avant de réaliser l'égalité des femmes avec les hommes. Des différences substantielles existent entre les hommes et les femmes en terme de statut social et familial»; et il a reconnu qu'il était peu probable que cet état de choses change rapidement. L'année dernière, l'Assemblée

Populaire était allée jusqu'à adopter une loi de protection des enfants.

Toutes ces lois, semblables à celles qui existent dans n'importe quel Etat bourgeois, sans que pour autant, comme en Chine, elles soient réellement appliquées, sont la meilleure démonstration de la persistance des oppressions et des inégalités et donc la meilleure démonstration que n'existe pas ni n'a jamais existé le moindre socialisme dans

le pays de Mao.

Selon Engels, la place de la femme dans la société est le meilleur critère du degré de développement de cette société. D'après ce critère la société chinoise en est à un stade inférieur à celui atteint par les sociétés capitalistes habituelles, où par exemple la pratique traditionnelle dans les campagnes de supprimer les nouveaux nés féminins est inconnue.

Et en Chine, où le développement capita-

liste impulsé par le régime maoïste est encore dans l'enfance, comme dans les pays où il est dans sa phase sénile, la fin des oppressions et des discriminations de toute nature, y compris les discriminations liées au sexe, ne pourra être réalisée que par la lutte anti-capitaliste unitaire des opprimés et des exploités et l'instauration de la dictature du prolétariat pour ouvrir la voie au socialisme véritable.

LE PC CHINOIS SANCTIFIE L'ECONOMIE DE MARCHÉ

Au cours du congrès du Parti pseudo-Communiste Chinois qui vient de se dérouler, son dirigeant a énoncé une nouvelle trouvaille théorique «révolutionnaire» qui a fait le tour des salles de rédaction du monde entier. Il ne s'est pas contenté d'affirmer que socialisme et économie de marché étaient compatibles: le grand ancêtre Staline l'avait déjà affirmé *urbi et orbi* et des générations de canailles opportunistes l'ont répété sur tous les tons; non, ce qu'a découvert Deng Xiao Ping, petit par la taille mais grand par la taille de sa pensée, c'est que le socialisme est le type de société où l'économie de marché peut le mieux se développer! Et donc plus l'économie de marché s'y développera et plus la Chine sera socialiste. CQFD. D'ailleurs afin de mieux progresser dans cette voie socialiste, les autorités chinoises selon les journaux étudieraient les exemples de la Corée du Sud, de Singapour, de Hong Kong et de Taïwan!

Voilà donc le régime de feu Tchong Kai Tchek, l'homme qui jetait les militants communistes dans les chaudières des locomotives, sacré en quelque sorte modèle pour le socialisme: on n'avait pas vu ça depuis la lointaine époque où dans les années vingt Staline encensait ce jeune général et ordonnait aux communistes chinois de lui faire confiance, préparant ainsi la tragédie de

l'écrasement de la révolution prolétarienne chinoise de 1926-27; ou depuis l'époque où dans les années trente Mao faisait libérer Tchong afin de conclure avec lui une alliance patriotique contre l'envahisseur japonais. Et dire qu'il y a certains maoïstes qui reprochent à Deng d'être infidèle à la ligne de Mao et de Staline...

Voici comment dans un passage célèbre du début du «Capital», Marx décrit l'entrée dans l'économie de marché et le sort qui y attend les prolétaires:

«La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham.

Liberté! Car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte; au contraire, ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits. Le contrat est le libre produit dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. **Egalité!** Car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandises, et ils échangent équivalent contre équivalent. **Propriété!** Car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient.

Bentham! Car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en présence et en rapport est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés. Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre, et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie pré-établie des choses, ou sous les auspices d'une providence ingénieuse, en travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun.

Au moment où nous sortons de cette sphère de la circulation simple qui fournit au libre-échangiste vulgaire ses notions, ses idées, sa manière de voir et ses critères de jugement sur le capital et le salariat, nous voyons à ce qu'il semble, s'opérer une certaine transformation dans la physionomie des personnages de notre drame. Notre ancien homme aux écus prend les devants, et, en qualité de capitaliste, marche le premier; le possesseur de la force de travail le suit par derrière en tant que travailleur à lui; celui-là a le regard narquois, l'air important et affairé; celui-ci est timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose: **à être tanné.** (Marx, «Le Capital», Livre I, chapitre 6)

PEROU

L'arrestation des chefs du Sentier Lumineux ne signifie pas la fin de la subversion (1)

(Suite de la page 1)

dernier, et pour préparer le «plébiscite national» de cet automne qui doit accoucher d'une «nouvelle démocratie».

Cependant la façon même dont s'est déroulée la caricature de procès (juges militaires masqués et à la voix déformée pour ne pas être reconnus) des chefs maoïstes et les avertissements que les forces de la guérilla restent à peu près intactes suffisent pour montrer que le pouvoir n'est guère convaincu par ses propres cris de victoire. Les dirigeants du «Sentier lumineux» ont été accusés d'être responsables de la mort de 25.000 personnes depuis le déclenchement de leur lutte armée en 1980. Mais ce chiffre comprend également les victimes de la répression de l'Etat péruvien qui a, en la matière, une longue et sanglante tradition: massacres de paysans à Huanta et Ayacucho en 1969, à Bagua en 1970, à Cobriza en 1971, massacres lors des émeutes de la faim de Lima en 1975, etc., pour ne citer que des épisodes datant d'avant le commencement de la guérilla du Sentier lumineux, et sans parler de la répression sanglante des insurrections paysannes du début des années soixante.

En 1983 le ministre de la Défense déclarait à la presse qu'il fallait peut-être tuer 60 personnes pour pouvoir éliminer 3 guérilleros (1). Depuis, les massacres, les «disparitions», les «exécutions extra-judiciaires», n'ont cessé de croître. Ces exactions arrivent parfois à faire la une des médias, comme lors de l'assassinat en janvier 83 de 8 journalistes de Lima venus enquêter sur un premier massacre; une commission d'enquête nationale dut être mise sur pied (elle conclut que les auxiliaires de la police responsables du crime

avaient pris les journalistes pour des guérilleros en raison de leur «caractère fruste»: c'étaient des indiens...) ou comme lors du massacre de 14 personnes, du viol de deux femmes et du vol de bétail par une patrouille de l'armée en juillet 91. Mais dans la plupart des cas elles sont ignorées et ceux qui les dénoncent sont intimidés, voire réduits définitivement au silence. Les crimes sanglants de l'armée, ainsi que des forces para-militaires, notamment les «rondes paysannes», ont pour but de terroriser la population afin qu'elle se détourne des guérilleros. A Ayacucho, qui fut le berceau de la guérilla du SL et qui vit maintenant sous la coupe de l'armée, un dirigeant d'une organisation paysanne disait: «notre problème est moins celui des militaires que celui des paramilitaires de défense civile. Ils volent, violent, séquestrent, tuent, avec la bénédiction de l'armée», alors que le préfet refusait d'enregistrer les plaintes: «ces groupes d'autodéfense ne sont-ils pas obligés de dérober bétail et cultures, puisque la «chasse aux terroristes» les empêche de travailler?» (2).

En 1990 le procureur local recensait 2315 cas de détenus disparus en 7 ans et 307 cas reconnus de torture de prisonniers par l'armée, qui, de notoriété locale, aurait trois centres de détention clandestins (3). L'arrivée au pouvoir du nouveau Président Fujimori a marqué une nouvelle escalade dans la répression et la militarisation du pays. En juin dernier Amnesty International dénonçait le «phénomène généralisé des «disparitions», des exécutions extra-judiciaires par les forces de sécurité ainsi que la torture»: au cours des 21 premiers mois du gouvernement Fujimori 392 personnes ont été déclarées «disparues» après leur arrestation et 169

«exécutions extra-judiciaires» ont été recensées» (4).

Comme les précédents Présidents, Fujimori réplique à ceux qui dénoncent ces pratiques en les accusant d'être complices de la subversion... Mais pour montrer qu'il est un Président à poigne il a promulgué des décrets-lois anti-terroristes stipulant entre autres que la «disparition» des personnes arrêtées n'est plus un délit (5). La lutte contre la subversion est devenue un des principaux thèmes, avec la lutte contre le trafic de drogue et la corruption, d'un gouvernement responsable d'une terrible baisse du niveau de vie de la population et qui a été contraint de réaliser un «auto-golpe», un «coup d'Etat constitutionnel» à l'algérienne pour se débarrasser de l'opposition du Parlement. Une des premières victoires de Fujimori après son «auto-golpe» a été l'attaque de la prison de Canto Grande à Lima où l'incurie habituelle de l'Etat avait permis aux prisonniers politiques d'établir une sorte d'administration autonome. Après qu'une campagne de presse virulente ait présenté la prison comme une base de «Sentier Lumineux», l'attaque des militaires a été brutale. La plupart des chefs sénéristes furent massacrés après s'être rendus. Ces pratiques sont tellement habituelles (en 1986 les forces de répression avaient massacré 250 détenus «terroristes»; selon la presse un document des militaires écrivait que «tout détenu terroriste devrait être un terroriste mort») Latin American Weekly Report, 23/1/92), qu'après l'arrestation de Guzman les grands quotidiens bourgeois crurent bon de rappeler aux militaires que celui-ci serait plus utile comme prisonnier vivant que comme martyr, et qu'il leur incombait de veiller à ce qu'il ne se «suicide» pas ni ne se tue «accidentelle-

ment»...

Mais la répression peut bien se déchaîner et marquer des points avec l'arrestation des dirigeants du «Sentier lumineux» ainsi que ceux de la guérilla «guérilliste» du MRTA, la crise économique, la terrible offensive capitaliste contre les masses exploitées, la dégradation générale des conditions de vie et de travail qui en résulte, accumulent de puissantes charges explosives dans le système social péruvien, au moment même où c'est le régime lui-même qui démontre par son coup d'Etat le mensonge de la démocratie parlementaire et la farce du cirque électoral. Le rideau de fumée démocratique dissipé, il reste la réalité brute: le système bourgeois est une **dictature de classe**; il repose en dernière instance sur la force armée et le terrorisme de son Etat et il ne peut être renversé que par la violence révolutionnaire des exploités.

Les ravages de la crise économique au Pérou

Selon les chiffres officiels le recul économique commencé en 1988 non seulement n'est pas encore stoppé, mais il a été amplifié par les mesures économiques ultra-libérales du gouvernement Fujimori - qui ont permis de fortement ralentir l'inflation. En 1990 le Produit Intérieur Brut par habitant était revenu au niveau de 1960, après une réduction de 25% en trois ans. Au début de cette année le gouvernement péruvien recevait les félicitations du FMI pour être en passe de juguler l'inflation et pour avoir repris le paiement de la dette extérieure; et le FMI demandait un surcroît de sacrifices aux péruviens s'ils ne voulaient pas risquer de provoquer «la lassitude de ceux qui aident» (6). «Sacrifice»: c'est un mot dont les masses péruviennes

savent ce qu'il veut dire et qui est bien différent de la «lassitude» que peuvent ressentir les banquiers internationaux soucieux du rendement de leurs capitaux.

Depuis le «Fuji-choc» causé par les mesures gouvernementales, le pouvoir d'achat des salaires a baissé en moyenne de 60% (75% dans le secteur public) selon les statistiques officielles. Selon les mêmes, le taux de chômage avait atteint au début de 1991 les 9% de la population active contre 4,8% en 1987: ce chiffre peut paraître anodin, mais il faut le compléter par le chiffre du «sous-emploi» qui atteint 88%! Les travailleurs ayant un niveau d'emploi «adéquat» est passé d'environ 60% en 1987 à 3% (!) au début de 1991 (7) et cette tendance s'accroît jusqu'à aujourd'hui (8). Si l'inflation a baissé, elle reste néanmoins non négligeable: 4,5% par mois au début de l'année contre 40% par mois en 1991. En conséquence 70% des presque vingt-deux millions d'habitants du Pérou sont dans un état de pauvreté «critique» avec un revenu moyen par tête équivalent à 15,5 dollars par mois (12,3 à la campagne) au début de cette année. A Lima, qui compte plus du tiers de la population du Pérou, près de 60% des foyers sont considérés comme «indigents», et à la campagne 83,2% de la population fait partie de cette couche de pauvreté extrême. Il est possible de continuer à égrener des chiffres qui dans leur froideur décrivent la situation dramatique des masses péruviennes: en 1984 45% des enfants présentaient des signes de dénutrition, et la proportion n'a fait qu'augmenter depuis. Aujourd'hui 70% des enfants de moins de 15 ans ne peuvent satisfaire leurs besoins de base et seuls 20% de la population satisfont au minimum nutritif journalier de 2400 calories. Alors que le prix des denrées alimentaires a augmenté fortement à la suite de la suppression des subventions aux produits de base, et que les revenus salariaux ont fortement chuté, l'Etat ne cesse de réduire ses dépenses sociales pour rétablir ce que les économistes appellent «les grands équilibres financiers». Les dépenses sociales par habitant étaient en 1980 de 40 dollars par mois; elles avaient baissé à 37 dollars en 87, à 22 dollars en 88, à 17 dollars en 89 et elles étaient tombées à 12 dollars en 1990, avant même que le «Fuji-choc» ait pu produire tous ses effets dans ce domaine. Les dépenses pour l'Education Nationale étaient passées de 342 millions de dollars en 1987 à 29 millions seulement en 1989. 74% du tiers le plus pauvre de la population ne reçoit jamais aucun soin médical, etc. (9). Les ravages causés par le choléra en 1991 n'étaient en rien une fatalité comme nous l'avions écrit dans «Le Proletaire» n°410, mais une conséquence de la misère.

Cette terrible dégradation de la situation des masses a permis à l'Etat péruvien de rétablir son équilibre financier (en dépit du fait que seul 1,5% de la population soit assujettie à l'impôt sur le revenu, 0,7% à un impôt sur les ventes), et de retrouver une balance commerciale positive. Les profits des grandes entreprises se sont accrus et de grandes fortunes ont pu se créer ou s'accroître grâce à la spéculation (la lutte contre la corruption qui s'étalait scandaleusement à l'époque du gouvernement d'Alan García a d'ailleurs été un des thèmes de la campagne présidentielle de Fujimori). C'est pourquoi la politique ultra-libérale de Fujimori a reçu dans son ensemble le soutien des secteurs dominants de la bourgeoisie (en particulier les exportateurs); la démonopolisation et la vente des grandes entreprises d'Etat (nationalisées à l'époque des militaires) les plus rentables promet d'être l'occasion de nouveaux juteux profits; il en va de même à la campagne où les mesures ultra-libérales vont favoriser le petit nombre d'entreprises exportatrices et ruiner le plus grand nombre, facilitant la réapparition des grandes propriétés foncières, la «liberté» de vendre la terre étant rétablie..

Si la récession a frappé également certains secteurs bourgeois (des milliers d'entreprises, surtout petites mais aussi plus importantes, ont fait faillite), alimentant l'opposition parlementaire à Fujimori, la prétention de ce dernier à être au dessus des classes et des partis ne peut en aucun cas dissimuler la

nature entièrement et exclusivement bourgeoise de son gouvernement. Ses déclarations anti-corruption se sont vite révélées vaines; quant à ses discours contre le trafic de drogue, ils ne pouvaient rester que de la poudre aux yeux lorsqu'on sait que ce trafic équivaut au tiers du montant des exportations du pays et qu'il est en partie aux mains des militaires (les américains se sont plaints que l'armée laissait les trafiquants utiliser ses terrains d'aviation et qu'elle avait par contre à plusieurs reprises attaqué des missions anti-droque): Fujimori n'a ni les moyens ni la volonté de s'attaquer à des intérêts aussi puissants; cela ne l'empêche pas de dénoncer les «narcos» et d'accuser le «Sentier lumineux» de collusion avec ceux-ci, les sendéristes étant influents parmi les paysans qui cultivent la coca dans la région de Huallaga.

La fin du gouvernement d'Alan García avait été marquée par la débâcle économique et un puissant essor des luttes revendicatives de la classe ouvrière, ainsi que de la paysannerie pauvre (occupation de terres), auxquelles l'Etat répondait par la répression. Les partis de gauche, après avoir espéré un succès aux élections présidentielles, soutinrent au deuxième tour Fujimori pour «faire barrage» au candidat de droite Vargas Llosa et à son programme d'austérité économique (comme ils avaient soutenu García pour «faire barrage» à la droite aux précédentes élections). Mais en fait Fujimori administra au pays, et en premier lieu aux masses exploitées, une «thérapie de choc» encore plus brutale que ce que prévoyait et aurait pu réaliser la droite. Et il a pu le faire sans provoquer jusqu'à présent cette explosion sociale tant redoutée par les bourgeois péruviens qui s'effrayent de voir Lima «andinisée», irrésistiblement envahie par les masses gigantesques de miséreux descendus des hauts plateaux ou venus des campagnes tropicales, et sans même provoquer de vagues de grèves aussi importantes que lors de la fin du gouvernement García. Assommées par le choc, la classe ouvrière et les masses déshéritées n'ont pu surtout trouver un point d'appui dans les partis, syndicats et organisations dites «populaires», pourtant rassemblés dans une prétendue «Assemblée Nationale Populaire», qui était présentée comme l'embryon d'un pouvoir alternatif au pouvoir bourgeois. Cette retentissante faillite de l'opposition de gauche ne doit pas étonner; qu'elle se dise de gauche ou d'extrême-gauche, elle a depuis des années montré son **crétinisme parlementaire** (pour reprendre l'expression de Marx) et, pour certains partis comme le PC, son **appui** ouvert et de longue date à l'Etat; le développement même des guérillas l'a contrainte toujours plus à se dédouaner vis-à-vis de l'Etat bourgeois en proclamant et en faisant la preuve qu'elle est pour la «pacification» et la «défense de l'ordre démocratique». Comment pourrait-elle alors organiser et se mettre à la tête d'une lutte de défense des exploités qui ne pourrait que s'affronter frontalement et violemment à cet Etat bourgeois? Révélant de façon éclatante sa nature réformiste, elle ne songe qu'à organiser des «marches pour la paix» et à prôner la fin de la violence; et elle ne peut pour finir que gémir contre la répression de l'Etat bourgeois qui «fait le jeu» de la guérilla alors qu'elle serait, elle, la meilleure antidote à cette guérilla.

Il y a 10 ans, lors de l'apparition du régime démocratique au Pérou, nous écrivions dans notre bulletin pour l'Amérique Latine qu'il s'agissait d'**«une étape supérieure de la dictature et du totalitarisme bourgeois. Car [ce régime] est né en complétant la tendance à la militarisation de la société impulsée par le régime militaire, par la participation active d'un éventail social plus vaste dans l'Etat; et, réciproquement, en parachevant la participation des classes bourgeoises à l'Etat par la militarisation croissante de la société. Contrairement à ce que prétendent la «gauche» comme «l'extrême-gauche» parlementaires, un tel cours historique n'est pas contradictoire avec les postulats de la démocratie bourgeoise, mais résulte précisément de l'adéquation de la démocratie à ses véritables principes. La raison d'être du**

*régime démocratique ne réside pas dans les «libertés» ni dans l'expression d'une supposée «volonté du peuple», macabre mystification de la classe dominante qui, pour sa part, possède la richesse sociale et le pouvoir politique, alors que les grandes masses laborieuses, désarmées, sont accablées par l'exploitation, l'oppression, l'abrutissement et la misère. Les principes contre-révolutionnaires réels de la démocratie sont au contraire la conservation capitaliste, la défense de la dictature et de l'Etat capitalistes, la soumission des masses exploitées. (...) Le cours toujours plus ouvertement dictatorial de la démocratie péruvienne exprime la **tendance totalitaire croissante de la société bourgeoise qui ne fait que traduire l'accroissement des antagonismes de classe qui mûrissent de façon accélérée dans le sous-sol social, dopés aujourd'hui par la crise mondiale du capitalisme. Il ne s'agit pas d'un phénomène national, mais international. Le totalitarisme bourgeois, expression des nécessités de la conservation capitaliste, s'ouvre un chemin à travers toutes les formes politiques bourgeoises, hier sous le fascisme dans les pays européens après la première guerre mondiale, et sous la forme de la démocratie blindée durant ce deuxième après-guerre, forme que revêtent toujours davantage les démocraties latino-américaines aujourd'hui.***

(...) Le cas péruvien démontre une nouvelle fois ce que les marxistes révolutionnaires ont soutenu depuis le début du siècle, à savoir que la militarisation est la condition de la survie de la démocratie et que la démocratie est la meilleure voie de la militarisation de la société et de l'Etat. Précisément parce que l'intégration de larges couches de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre dans la politique criminelle de participation au régime démocratique derrière l'illusion aberrante de mettre les ressources de l'Etat au service de la classe laborieuse, empêche que les masses exploitées se préparent activement à la lutte contre la dictature capitaliste, contre les Forces Armées et de répression, contre le Parlement et les municipalités, contre le gouvernement et toutes les instances du «dialogue social» (10).

Les dix dernières années ont vu le développement des guérillas du MRTA (Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru), mais surtout du Sentier Lumineux. Cette dernière organisation est souvent condamnée au Pérou comme ailleurs pour son recours à la violence, au «terrorisme»; mais il importe avant tout de bien établir que **le premier terroriste est l'Etat** et que mettre sur le même plan la violence de l'Etat bourgeois et la violence de ceux qui le combattent, ne peut être le fait que de pacifistes ou de réformistes, bref d'**adversaires** du prolétariat. La stratégie révolutionnaire du SL est selon toute apparence de type strictement militariste, et donc critiquable en cela; le SL cherche à s'infiltrer dans des «vides de pouvoir», des régions reculées du pays où l'administration étatique a toujours été pratiquement inexistante; ailleurs il essaye de créer ces «vides de pouvoir» par **«l'anéantissement des autorités»**, c'est-à-dire l'assassinat ou l'intimidation des représentants de l'Etat ou des élus; cela lui permet de **«prendre le pouvoir»** dans ces zones et d'y instituer un mini-appareil administratif qu'il baptise pompeusement **«République Populaire de Démocratie Nouvelle en construction»**. Le développement de la guerre de guérilla aurait du lui permettre d'arriver à la **«parité stratégique»** (résultat proclamé atteint en 91) avec l'armée de l'Etat bourgeois, pour passer à la phase de l'offensive finale, par l'extension de la guerre aux villes. Cette stratégie générale se fait en suivant **«le chemin de la campagne à la ville, d'encercler les villes par la campagne (...), la campagne étant principale et la ville complémentaire»** jusqu'à la phase finale (voir l'opuscule «Elections, non! Guerre populaire, oui!», comité central du PCP, 1990). Mais cette vision étroitement militaire de la révolution comme l'affrontement de deux armées, de deux Etats, avec tout ce que cela implique au niveau des méthodes et des

moyens de lutte, n'est que la conséquence des orientations politiques fondamentales de ce groupe.

Dans ce schéma, le rôle du prolétariat et des masses exploitées urbaines au cours de la révolution est secondaire par rapport au rôle de l'**appareil militaire** constitué depuis longtemps dans les campagnes: ce caractère subalterne de la classe ouvrière dans la prise du pouvoir est le reflet de son caractère subalterne dans les orientations du SL. Ce sont donc ces orientations qu'il importe d'analyser; ce faisant nous constaterons qu'en dépit de son verbiage, le SL fait partie d'un filon **anti-communiste** que les marxistes ont dû combattre avant même que la contre-révolution stalinienne lui ait donné la force que l'on sait, et contre lequel l'Internationale Communiste avait mis en garde le prolétariat lors de son second congrès: **«Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires, pour arborer les couleurs communistes; l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes et communistes en fait soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique (...); «Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui chaque jour se séparent de plus en plus: le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique d'ordre bourgeois; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétiste»** (Thèses sur les questions nationale et coloniale, Moscou 1920).

(à suivre au prochain numéro)

(1) «Que hacer» n°21, janvier 1983, cité dans «Problèmes d'Amérique Latine» n°72, 1er trimestre 1984.

(2) «Le Monde», 2/1/85 et 24/5/86.

(3) «Libération», 7/5/91.

(4) Nous ne donnons ici que de petits exemples des exactions des forces de répression qui frappent tous les mouvements de lutte et de revendication, ainsi que les organisations qui en prennent la tête; il faudrait aussi parler des innombrables charniers découverts périodiquement et généralement officiellement attribués au SL alors qu'ils sont le fait de la police ou de l'armée.

(5) Parmi ces mesures «anti-terroristes»: une loi de «mobilisation nationale» stipulant que tout citoyen est obligé de collaborer à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue, qu'il peut être incorporé dans les forces de sécurité, que ses biens peuvent être saisis, que tout refus de collaboration est un acte de «trahison». La publication de toute information jugée «secrète» (comme par exemple toute information sur les exactions des forces de répression) peut être punie de 10 ans de prison, etc. Il s'agit en fait de la généralisation à tout le pays des mesures en vigueur dans les régions «militarisées» dans la lutte contre la guérilla.

(6) «Le Monde», 19/2/92.

(7) «Actualidad Económica», Lima, mars 1991.

(8) «Le Monde», 5-6/7/92.

(9) «El Dia Latinoamericano», Mexico, 23/3/92.

(10) «El Proletario» n°12, sept. 1981.

CORRESPONDANCE

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

ALBANIE

La crise économique continue à faire des ravages en Albanie, provoquant le désenchantement de la population envers les démocrates au pouvoir, ce qui explique le succès électoral des socialistes aux dernières élections locales. Au début du mois de juillet des milliers de manifestants ont envahi une nouvelle fois le quartier des ambassades à Tirana ainsi que le port de Durres. Les manifestants scandaient « nous ne pouvons plus vivre ici », « nous voulons du pain et du travail ». Les affrontements avec la police ont fait plusieurs victimes, les policiers ayant fait usage de leurs armes. Le ministre de l'économie a lui-même reconnu que la situation économique était catastrophique; le chômage était officiellement à 28% de la population active, mais ce chiffre n'est que provisoire, des centaines de milliers d'emplois étant menacés par les réformes économiques; l'inflation était déjà de 13% par mois, mais une augmentation de 100% des prix était imminente. Pour faire diversion le pouvoir a inauguré un procès à grand spectacle de l'ancienne clique dirigeante, dont notamment la veuve d'Enver Hodja, pour dilapidation des fonds publics, abus de pouvoir, etc. Mais le résultat en est mince, à en juger par les affrontements qui ont opposé, pendant plusieurs jours, à la fin du mois d'août des milliers d'ouvriers de Polican à la police. Les ouvriers étaient en grève depuis la mi-juin pour protester contre le licenciement de 2300 des 2800 employés de la seule usine de cette ville de 12000 habitants. Le 26 août les grévistes prenaient en otage le chef local de la police ainsi qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur venu superviser le rétablissement de l'ordre. L'intervention de la police a fait plusieurs dizaines de blessés.

UKRAINE

Le gouvernement ukrainien est critiqué dans les cercles dirigeants du capitalisme occidental pour sa lenteur à «réformer» et à ouvrir son économie - ce que les dirigeants ukrainiens justifient par leur désir de vouloir éviter de trop fortes tensions sociales. Les négociations avec le FMI pour l'obtention de crédits à faible taux l'illustrent bien. En août le FMI fit savoir dans une lettre officielle au gouvernement ukrainien qu'il n'accorderait pas de crédit si le rythme des réformes ne s'accélérait pas. Le président Kravchouk répondit fièrement que l'Ukraine était un Etat indépendant et qu'elle n'avait pas l'intention de se plier à n'importe quelles conditions.

Cela n'empêcha pas le gouvernement de signer en septembre l'accord avec le FMI et

la discussion du programme de «stabilisation» économique à suivre par l'Ukraine; les représentants du Fonds reprochaient en particulier au gouvernement de ne pas prendre assez de mesures pour «serrer la ceinture» de la population: En attendant que de telles mesures soient prises, le mécontentement des travailleurs continue à se faire entendre. Début septembre une grève illimitée était lancée dans le secteur des transports pour obtenir une augmentation de 300% des salaires. La grève a paralysé les principales villes du pays - bloquant y compris la délégation du FMI - et s'est étendue aussi dans les mines. Le gouvernement a répondu par la manière forte: appel à l'armée pour remplacer les contrôleurs aériens, et recours aux tribunaux pour les grévistes des chemins de fer.

POLOGNE

Plusieurs grèves ont éclaté pendant l'été, dans les mines de charbon, à la grande usine de tracteurs Ursus, à une usine de pièces pour l'aviation, etc., ainsi que dans le complexe de mines et de traitement du cuivre de Lubin; ces grèves étaient dirigées contre la politique anti-ouvrière du gouvernement, mais aussi plus spécifiquement en solidarité avec la grève des travailleurs de l'usine automobile FSM de Tychy, rachetée par la FIAT.

Les grévistes de la FSM réclamaient que leur salaire soit équivalent à 10% du prix de vente de la voiture qu'ils produisent, ce qui correspondait à un salaire de 500 dollars (2500 FF), soit à 100% d'augmentation. Les grévistes occupaient l'usine après en avoir chassé la direction le 14 août. La réponse du gouvernement à cette vague de grèves a été la fermeté: des notifications de licenciement ont été envoyées aux grévistes dans les mines, ce qui a suffi pour y arrêter les grèves. Dans le cas de la FSM, le gouvernement faisait intervenir la police pour lever l'occupation, la direction commençait à licencier les 2500 grévistes faisait signer des pétitions contre la grève aux 13000 employés du groupe. Jacek Kuron l'ancien dissident, l'ancien trotskysant devenu Ministre du Travail déclara que si la grève continuait, la seule issue serait la faillite de l'entreprise. L'organisation syndicale dissidente de «solidarité» qui menait la grève fut déclarée illégale. Finalement, au bout de 56 jours de lutte, le comité de grève appelait à la reprise du travail sur la base d'un accord bien loin de ce qui avait été espéré: de 1 million à 830.000 zlotys d'augmentation des salaires (autour de 300FF).

ETATSUNIS

Le géant américain de l'automobile General Motors a annoncé qu'il prévoit, dans

le cadre d'un plan de restructuration, de supprimer 71000 emplois d'ici 1995, sur un total d'environ 250.000 travailleurs employés dans ses usines d'Amérique du Nord.

Une des toutes premières mesures était le licenciement de 250 travailleurs à une usine de l'Ohio; mais ce licenciement entraîna le 27 août le déclenchement de la grève dans cette usine stratégique qui produit des pièces pour une bonne partie de la production de la GM, et notamment sa voiture vedette la «Saturn».

La paralysie a peu à peu gagné d'autres usines à la suite de la grève des 2500 travailleurs de Lordstown et la direction mettait 45.000 travailleurs en chômage technique. Le 5 septembre le syndicat UAW annonçait une victoire des négociations et appelait à la reprise du travail: un sursis jusqu'au premier janvier 1994 pour les 250 travailleurs menacés de licenciement et une augmentation de la charge de travail de l'usine qui devrait déboucher sur la création de 140 nouveaux emplois. Il reste que ce succès est limité, et surtout qu'il n'est pas à la hauteur de la menace qui pèse sur des dizaines de milliers d'emplois.

Mais l'UAW n'entend pas se lancer dans un affrontement de grande ampleur avec la direction - son dirigeant ne se flatte-t-il pas de ses «bonnes relations personnelles» avec le P-DG de la GM? Elle a pris bien soin de ne pas étendre la grève à d'autres usines, ne serait-ce qu'aux autres usines du site de Lordstown. Les travailleurs de la GM auraient donc bien tort de prendre le «succès» de la grève actuelle pour la preuve qu'ils peuvent faire confiance à l'UAW pour mettre en échec les plans de la G.M.; au contraire le syndicat va s'appuyer sur ce douteux succès pour mieux faire avaler la pilule aux travailleurs, en échange d'éventuelles marges contreparties de la compagnie pour ceux qui auront la chance de continuer à engraisser la GM.

MEXIQUE

Selon le gouvernement, le Mexique sera le grand gagnant des accords de libre-échange signés avec les Etats-Unis et le Canada qui doivent créer un marché commun nord-américain. Cependant, si le Mexique est dans une situation qui est plus brillante que celle d'autres pays latino-américains, il est lui aussi frappé de plein fouet par la récession de l'économie mondiale et tout particulièrement de l'économie des Etats-Unis.

Les ouvriers mexicains ont commencé à entrer en lutte contre l'austérité croissante dans laquelle est plongée le pays. La grève phare de cet été a été la longue grève des 14.000 ouvriers de Volkswagen. La grève a

été notamment déclenchée par l'introduction de méthodes «à la japonaise» pour augmenter la productivité. La direction a répliqué en décrétant un lock-out le 26 juillet.

Le 9 juillet 22000 ouvriers textiles entraient en grève après que le patronat ait refusé d'accorder plus de 10% d'augmentation des salaires. 15.000 ouvriers du pétrole entamaient au même moment des actions de protestation contre leur licenciement (plusieurs milliers d'entre eux campant pendant 39 jours dans le centre de la ville), rejoints par des pêcheurs et des paysans, reprirent le travail sur une augmentation de 14% des salaires - mais presque un tiers des patrons refusaient de signer l'accord, alors que les ouvriers du pétrole licenciés obtenaient le paiement d'indemnités de licenciement.

TCHAD

Dans cet Etat très étendu mais en grande partie désertique, pauvre et très peu peuplé, célèbre pour ses affrontements entre seigneurs de la guerre, à tour de rôle soutenus par l'impérialisme français, se sont déroulés plusieurs grèves des salariés du secteur privé et de la Fonction Publique.

La revendication principale en est le paiement des arriérés de salaire, ainsi que la fin des mesures d'austérité qui se traduisent par des augmentations d'impôt et des baisses de salaires. Le mot d'ordre de grève générale lancé en août a été largement suivi.

Début septembre l'UST déclenchait une nouvelle grève générale de 5 jours. Dès la fin de la grève générale, le syndicat des enseignants lançait une grève pour l'obtention d'une prime de rentrée prévue à l'issue de plusieurs semaines de grève en juillet, et qui n'était toujours pas versée. Le 5 octobre les salariés de la Fonction Publique entamaient une grève d'un mois. Le 11 octobre le gouvernement suspendait «toutes les activités de l'UST sur l'ensemble du territoire» et interdisait toute grève «pendant une période de trêve sociale», mais l'UST appelait à la poursuite du mouvement et l'opposition organisait avec succès le 16 une journée «ville morte» dans la capitale Ndjaména. Fin octobre la grève des fonctionnaires continuait toujours.

Dans la Centrafrique voisine, la grève illimitée lancée le 12 octobre par 6 organisations syndicales dans la Fonction publique pour le paiement de 5 mois d'arriérés de salaires, était très suivie; une grève de soutien de 48 heures était organisée par certaines organisations du secteur privé. Les perturbations causées par la grève obligeaient le gouvernement à suspendre l'élection présidentielle le 26 octobre, le jour même où elle devait avoir lieu.

Pour mettre les points sur les i ! (Fin)

(Suite de la page 5)

déterminations du milieu (qui ne sont pas seulement ses besoins physiologiques, mais aussi les innombrables influences des forces traditionnelles de production); il ne tend à avoir une «conscience», plus ou moins imparfaite de sa propre action et des motifs de celle-ci, qu'après avoir agi; c'est également le cas pour des actions collectives qui naissent spontanément et sous la poussée des conditions matérielles avant d'être formulées au niveau idéologique; au contraire le parti de classe regroupe les éléments avancés de la classe et de la société qui possèdent la doctrine du cours historique à venir. Le parti, qui n'agit pas par caprice ou selon l'enthousiasme du moment, mais procède de façon rationnelle, est donc seul à intervenir activement de façon «consciente» ou «volontaire», comme diraient les philosophes. La conquête du pouvoir de classe, et la dictature sont des fonctions du parti.

Contre-thèse 3

Le parti de classe construit la doctrine de la révolution; devant des situations et de événements nouveaux, il la transforme selon les nécessités et selon les exigences ou les tendances de la classe.

Thèse 3

La théorie n'est pas autre chose que la prévision de série d'événements non encore réalisés, mais dont il a été possible de déceler les conditions et les prémisses dans la réalité précédente. Une lutte historique de révolution de classe et le parti qui la représente sont des faits réels et non une illusion doctrinaire dans la mesure où le corps de la nouvelle théorie s'est formé lorsque la classe est historiquement apparue au sein d'une nouvelle disposition des formes de production sociale. La continuité la plus grande dans le temps et dans l'espace de la doctrine et du parti de classe est la preuve de la justesse de la prévision révolutionnaire.

Toute défaite physique des forces de la révolution est suivie par une période de désarroi qui prend la forme de révisions de chapitres du corpus théorique, sous le prétexte de nouvelles données et de nouveaux événements.

Tout le schéma révolutionnaire se révèle correct seulement quand, et seulement si il se confirme au long du cours historique qu'après chaque défaite les forces se sont reconstituées sur la même base et sur le même programme établi dès la «déclaration de la guerre de classe» (1848).

Toute tentative de constructions nou-

velles et différentes de la théorie équivaut pour les marxistes à un aveu de trahison, comme le démontrent, non une élucubration philosophique ou scientifique, mais une somme d'expérience historiques tirées de la lutte séculaire du prolétariat moderne.

* * *

Les explications de ces notes synthétiques se trouvent dans de nombreux textes de parti et dans des comptes rendus de congrès et de réunions. Le fait que nous mettions un frein à de dangereuses improvisations ne signifie pas qu'on puisse considérer ce travail comme le monopole ou l'exclusivité de qui que ce soit. Il est possible d'ordonner avec davantage de soin les arguments et de donner plus de clarté et d'efficacité à l'exposé. Par l'étude et l'activité il est possible de faire mieux en sept ans, à sept heures par semaine.

S'il arrive ensuite des brûleurs d'étapes en grand nombre, il conviendra de dire que ce sont de ces hommes qui apparaissent tous les cinq cent ans, selon l'expression employée un jour par le froid Zinoviev - et il parlait de Lénine.

Quant à nous, nous ne nous sentons pas de taille: nous attendrons tranquillement qu'ils soient embaumés.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**